

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

HQT-HQD - DEMANDE D'APPROBATION
DU TAUX DE RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ET
DU MÉCANISME DE RENDEMENT DES ÉCARTS DE RENDEMENT

DOSSIER : R-3842-2013

RÉGISSEURS : M. GILLES BOULIANNE, président
Me MARC TURGEON
M. PIERRE MÉTHÉ

AUDIENCE DU 24 OCTOBRE 2013

VOLUME 1

CLAUDE MORIN
Sténographe officiel

COMPARUTIONS

Me HÉLÈNE BARRIAULT
Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE
procureurs de la Régie;

DEMANDERESSE :

Me ÉRIC DUNBERRY
Me MARIE-CHRISTINE HIVON
procureurs d'Hydro-Québec Transport (HQT) et
HydroQuébec Distribution (HQD);

INTERVENANTS :

Me STÉPHANIE LUSSIER
procureure de Association coopérative d'économie
familiale de l'Outaouais (ACEFO);

Me DENIS FALARDEAU
procureur de Association coopérative d'économie
familiale de Québec (ACEFQ);

Me GUY SARAULT
procureur de Association québécoise des
consommateurs industriels d'électricité et Conseil
de l'industrie forestière du Québec (AQCIE/CIFQ);

Me ANDRÉ TURMEL
procureur de Fédération canadienne de l'entreprise
indépendante (FCEI);

Me GENEVIÈVE PAQUET :
procureure de Groupe de recherche appliquée en
macroécologie (GRAME);

Me ÉRIC DAVID
procureur d'Option consommateurs (OC);

Me FRANKLIN S. GERTLER
procureur de Regroupement des organismes
environnementaux en énergie (ROÉÉ);

Me ANNIE GARIÉPY
procureure de Regroupement national des conseils
régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);

Me DOMINIQUE NEUMAN
procureur de Stratégies énergétiques et Association
québécoise de lutte contre la pollution
atmosphérique (SÉ/AQLPA);

Me HÉLÈNE SICARD
procureure de Union des consommateurs (UC).

TABLE DES MATIERES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	5
LISTE DES PIÈCES	6
PRÉLIMINAIRES	7
PREUVE DE HQT D - PANEL 1 : MÉCANISME DE TRAITEMENT DES ÉCARTS DE RENDEMENT	11
ROBERT C. YARDLEY Jr	14
JAMES M. COYNE	14
STÉPHANE VERRET	14
FRANÇOIS G. HÉBERT	14
LYNE DESMARAIS	15
LOUIS VECI	15
INTERROGÉS PAR Me MARIE-CHRISTINE HIVON	31
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ANDRÉ TURMEL	77
CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS FALARDEAU	161
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DAVID	170

LISTE DES ENGAGEMENTS

	<u>PAGE</u>
E-1 : Fournir la liste des documents que HQD et HQT ont fourni à monsieur Yardley	85

R-3842-2013
24 octobre 2013

- 6 -

LISTE DES PIÈCES

PAGE

B-0089 : HQTD-6, Document 2, présentation de
M. Robert C. Yardley

62

L'AN DEUX MILLE TREIZE, ce vingt-quatrième (24e) jour
du mois d'octobre :

PRÉLIMINAIRES

LA GREFFIÈRE :

Protocole d'ouverture. Audience du vingt-quatre
(24) octobre deux mille treize (2013), dossier
R-3842-2013. HQT-HQD -Demande d'approbation du taux de
rendement des capitaux propres et du mécanisme
de traitement des écarts de rendement.

Les régisseurs désignés dans ce dossier sont
monsieur Gilles Boulianne, président de la
formation, de même que maître Marc Turgeon et
monsieur Pierre Méthé.

Les procureurs de la Régie sont maître Hélène
Barriault et maître Jean-François Ouimette.

La demanderesse est Hydro-Québec Transport et
Hydro-Québec Distribution, représentés par maître
Éric Dunberry et maître Marie-Christine Hivon. Les
intervenants sont :

Association coopérative d'économie familiale de
l'Outaouais, représentée par maître Stéphanie
Lussier;

Association coopérative d'économie familiale de

Québec, représentée par maître Denis Falardeau;
Association québécoise des consommateurs
industriels d'électricité et Conseil de l'industrie
forestière du Québec, représentés par maître Guy
Sarault;
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante,
représentée par maître André Turmel;
Groupe de recherche appliquée en macroécologie,
représenté par maître Geneviève Paquet;
Option consommateur, représentée par maître Éric
David;
Regroupement des organismes environnementaux en
énergie, représenté par maître Franklin S. Gertler;
Regroupement national des conseils régionaux de
l'environnement du Québec, représenté par maître
Annie Gariépy;
Stratégies énergétiques et Association québécoise de
lutte contre la pollution atmosphérique,
représentées par maître Dominique Neuman;
Union des consommateurs, représentée par maître
Hélène Sicard.

Y a-t-il d'autres personnes dans la salle qui
désirent présenter une demande ou faire des
représentations au sujet de ce dossier? Je
demanderais par ailleurs aux parties de bien

vouloir s'identifier à chacune de leurs interventions pour les fins de l'enregistrement. Aussi auriez-vous l'obligeance de vous assurer que votre cellulaire est fermé durant la tenue de l'audience. Merci.

LE PRÉSIDENT :

Je vais procéder avec des remarques d'ouverture qui sont plutôt des lignes directrices un peu dans le développement de l'audience. Donc, merci, Madame la greffière. Bon matin, mesdames et messieurs. Madame la greffière vous a présenté nos procureurs, c'est-à-dire monsieur Ouimette et maître Barriault.

L'équipe est composée de madame Denise Montaldo, Claire Larouche, Guy Fortin, il y a également monsieur Réal Trépanier et Steeves Demers.

La Régie tient à vous rappeler que la présente audience porte sur l'approbation du mécanisme de traitement des écarts et du taux de rendement sur les capitaux propres. Aussi, il n'y a pas lieu que les intervenants nous reviennent pour faire valoir une seconde fois leur point de vue sur la question préliminaire. La Régie estime qu'ils ont déjà eu l'opportunité de faire valoir leur point de vue sur cette question lors de l'argumentation écrite. Ce volet d'ailleurs est

présentement en délibéré.

C'est une note pour nos experts relatifs, nos experts sur le mécanisme de traitement des écarts, la Régie désire connaître l'opinion des experts au sujet des différentes propositions présentées par les intervenants relatives au mécanisme de traitement des écarts de rendement. De toute façon, nos procureurs vous reviendront au besoin sur ce sujet lors du contre-interrogatoire de la Régie.

Au sujet du calendrier, on vous l'a fait parvenir hier. On vise suspendre les audiences à tous les jours vers quinze heures (15 h). Pour les sténographes, peut-être, une petite exception pour la journée du premier (1er) novembre, vendredi, ça se pourrait qu'on dépasse un peu cet horaire.

Quant à la preuve à être entendue relative au taux de rendement, nous avons mis dans le calendrier les intervenants qui désiraient présenter une preuve, c'est-à-dire l'AQCIE, le RNCREQ, Stratégies énergétiques, Union des consommateurs. Il y a peut-être d'autres intervenants. Avec les informations, c'était difficile de faire ressortir tous les éléments ou toutes les personnes qui étaient intéressées à

présenter une preuve. Donc, je vous inviterais à parler avec maître Ouimette si on a oublié quelqu'un ou si quelqu'un... effectivement, si on a oublié quelqu'un.

9 h 11

Je vous rappelle que la Régie a pris connaissance de l'ensemble de la preuve écrite. On a eu des présentations, on les a regardées. Par conséquent, la présentation orale de la preuve devrait se concentrer sur les points importants et les conclusions que l'intervenant, sur lesquels un intervenant veut attirer l'attention de la Régie.

La Régie est d'avis que cette façon de procéder devrait favoriser une participation active tout en recueillant le point de vue des intervenants.

Est-ce qu'il y a des remarques préliminaires, des questions de la part des procureurs? Bon. Qu'est-ce qu'il en est maintenant, Maître Hivon, Maître Dunberry, de la traduction? Est-ce qu'on peut procéder?

PREUVE DE HQTD - PANEL 1 : MÉCANISME DE TRAITEMENT DES ÉCARTS DE RENDEMENT

Me ÉRIC DUNBERRY :

D'abord bon matin, Monsieur le Président, messieurs

les membres du panel, au nom d'Hydro-Québec TransÉnergie, Hydro-Québec Distribution et au nom de Norton Rose, bonjour et bon matin. Nous avons toujours, je pense, des difficultés avec mister Yardley, mister Coyne. Is it there working now? No. So, Monsieur le Président.

Alors, Monsieur le Président, nous avons évidemment d'entrée de jeu l'intention de déposer formellement la preuve qui a été communiquée. Nous pourrions nous attarder à cette étape tout de suite pour faire oeuvre utile. Mais assez rapidement, je pense, il y a des éléments plus pointus, nous aurons besoin de la traduction pour pouvoir procéder. Alors, sur cette base, nous pourrions débiter pour un certain temps.

LE PRÉSIDENT :

Ça me va, Maître Dunberry. Donc, il va y avoir assermentation. Est-ce que vous allez pouvoir procéder, Madame la greffière, en anglais pour... LA

GREFFIÈRE :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

D'accord. On va procéder avec l'assermentation des témoins.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Je pourrais peut-être, Monsieur le Président, vous les présenter formellement, simplement par courtoisie. Alors, je vous présente monsieur Louis Veci. Je vais y aller de gauche à droite. Monsieur Louis Veci, directeur Planification financière et contrôleur, Hydro-Québec TransÉnergie; à sa gauche, madame Lyne Desmarais, contrôleur, Hydro-Québec Distribution; à sa gauche, monsieur François Hébert, directeur des affaires réglementaires, Hydro-Québec Distribution; à sa gauche, monsieur Stéphane Verret, directeur Commercialisation et Affaires réglementaires, Hydro-Québec TransÉnergie; à sa gauche, monsieur Robert Yardley, Senior Vice-President, Concentric Energy Advisors inc.; et à sa gauche, monsieur James Coyne, Senior Vice-President, Concentric Energy Advisors, inc.

Voilà les membres de votre panel concernant le mécanisme de traitement des écarts de rendement, que nous allons baptiser par acronyme MTER pour faire plus court en cours d'audience. Et nous aurons peut-être certains anglicismes. Je les annonce tout de suite : ESM pour faire court ou encore plus court, Monsieur le Président.

L'an deux mille treize (2013), ce vingt-quatrième (24e) jour du mois d'octobre, ONT COMPARU :

ROBERT C. YARDLEY Jr, Senior Vice-President, Concentric Energy Advisors, ayant une place d'affaires au 293, Boston Post Road West, bureau 500, Marlborough (Massachusetts);

JAMES M. COYNE, Senior Vice-President, Concentric Energy Advisors, ayant une place d'affaires au 293, Boston Post Road West, bureau 500, Marlborough (Massachusetts);

STÉPHANE VERRET, directeur Commercialisation et Affaires réglementaires, Hydro-Québec TransÉnergie, ayant une place d'affaires au Complexe Desjardins, Tour Est, 19e étage, Montréal (Québec);

FRANÇOIS G. HÉBERT, directeur Affaires réglementaires, Hydro-Québec Distribution, ayant une place d'affaires au 75, boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec);

LYNE DESMARAIS, contrôleur, Hydro-Québec
Distribution, ayant une place d'affaires au 75,
boulevard René-Lévesque, Montréal (Québec);

LOUIS VECI, directeur Planification financière et
contrôleur, Hydro-Québec TransÉnergie, ayant une
place d'affaires au Complexe Desjardins, Montréal
(Québec);

LESQUELS, après avoir fait une affirmation
solennelle, déposent et disent :

9 h 18

LE PRÉSIDENT :

Bonjour, Maître Turmel. Me

ANDRÉ TURMEL :

Bonjour, Monsieur le Président. On est à l'arrière
et on n'entendait pas bien. J'ai juste une question
à poser à ce stade-ci, je ne veux pas interrompre
là le témoignage, mais je constate que monsieur
Coyne est sur ce panel et... Attendez un instant.
Excusez-moi un instant. C'est-à-dire le panel de
Mécanisme d'écart de rendement... Attendez un
instant. C'est monsieur, donc l'expert au dossier,
c'est monsieur Yardley, sauf erreur, que l'on
entendra. Et j'essaie de comprendre à ce stade-ci

là - peut-être que j'ai raté quelque chose -
qu'est-ce que fait monsieur Coyne sur ce panel, il n'y
a... Et de mémoire, dans la preuve de monsieur Yardley,
il prend pour acquis que le taux de
rendement est adéquat et tout ça. Et à ce stade-ci, je
ne comprends pas pourquoi...

Je comprends que monsieur Coyne et monsieur
Yardley travaillent pour la même société,
Concentric Energy Advisors, mais je me serais
attendu à ce que ce ne soit que monsieur Yardley.
Peut-être qu'il y a une explication qu'on pourrait
nous donner, mais je vais l'attendre de la part de
mon confrère.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Alors, Monsieur le Président, trois éléments de
réponse. La première... la première réponse nous
réfère à la lettre du vingt et un (21) octobre deux
mille treize (2013) de notre cabinet dans laquelle
nous informions la Régie et tous les intervenants,
y compris le client de maître Turmel, que monsieur
James Coyne serait présent sur le panel numéro 2.
Alors, je dirais qu'il n'y a aucune surprise et si
un questionnement était requis, il aurait pu être
soulevé avant ce matin. Le temps est comprimé, nous
essayons d'être efficace. Je suis informé pour la

première fois qu'il pourrait y avoir une question à cet égard.

Deuxièmement, je vous dirais que lorsqu'on lit le rapport de monsieur Coyne et le rapport de monsieur Yardley, il existe un certain nombre de références croisées, ces experts ayant évidemment travaillé, étant au sein de la même entreprise, ayant travaillé sur deux sujets différents, mais qui dans leur rapport suscitent certaines références croisées. Et il y a donc ici un élément de pertinence qui est simple et évident à la lecture des rapports.

Et troisièmement, je vous dirais que nous tentons d'être utile autant que faire se peut et nous avons adopté l'approche de mettre sur nos panels toutes les personnes susceptibles de répondre à des questions, ne serait-ce que sur des questions plus accessoires ou marginales. De sorte que plutôt que de faire les panels les plus petits possibles, nous avons choisi d'offrir à tous les intervenants et plus particulièrement à la Régie et à son personnel, la possibilité d'avoir un panel enrichi de toutes les personnes susceptibles de vous donner des informations utiles pour que vous puissiez rendre une décision aussi bien informés

que possible.

Alors, monsieur Coyne n'est pas l'auteur du rapport sur le mécanisme de traitement des écarts de rendement. Il ne fera pas une présentation sur ce mécanisme, c'est monsieur Yardley qui est l'auteur. Mais, en contre-interrogatoire, pour répondre à des questions au besoin, évidemment, tous les témoins qui sont là sont appelés à vous aider à rendre la meilleure décision possible.

Alors, pour ces trois motifs, je vous soumets que le questionnement de mon confrère ou son objection, si ça devait en devenir une, est sans aucun fondement, Monsieur le Président. Oui. Et on m'informe à nouveau, Madame... Monsieur le Président, ma collègue, madame Hivon, maître Hivon m'informe que nous avons également - et je me rappelle bien l'avoir signée - envoyé à la Régie une lettre précisant la qualification et le statut d'expert de monsieur Coyne, justement pour s'assurer qu'il n'y ait aucune ambiguïté et qu'il était également habilité à répondre à des questions eu égard à son expérience, qui vous sera présentée très brièvement dans un instant, à ces questions-là.

Alors, pour ce quatrième motif, Monsieur le

Président, je vous invite à... je nous invite à débiter cette audience.

LE PRÉSIDENT :

Avez-vous des commentaires, Maître Turmel? Me

ANDRÉ TURMEL :

Oui, tout à fait. Bien, écoutez, je m'objecte formellement à sa présentation. Mon confrère a beau mentionner qu'il a quatre ou six raisons, dans sa lettre du vingt et un (21) octobre, il n'y avait pas d'explication donnée. Et dans ce dossier-ci, où les délais sont particulièrement syncopés, j'attendais ce matin d'avoir l'explication. Alors, c'est pour ça, dans un premier temps, qu'on n'a pas réagi à la lettre. On attendait d'avoir une explication qui vient de venir ce matin, à ma demande.

Deuxièmement, ce n'est pas dans l'habitude de la Régie... Monsieur... monsieur Coyne qui est un témoin expert, à ma connaissance, sur un autre panel, je ne vois pas pour quelle raison de simplement pour - comment dire - se rendre utile peut-être à HQ ou... je ne vois pas pour quelle raison un témoin expert, reconnu sur un sujet à l'égard... un sujet d'intérêt portant... distinct, bien qu'ils se touchent, c'est des... on est dans

le même... dans le même dossier.

Je n'ai entendu aucune raison de la part de mon confrère, à part que celui de la... de venir aider, être « l'ami de la Régie », entre guillemets, pour répondre ici ou là. Je ne vois aucune raison à ce que monsieur Coyne vienne témoigner. Il est expert et la Régie nous enseigne, dans ses règles, dans sa pratique, dans ses règlements sur la procédure depuis dix (10) ans, quand un témoin expert témoigne, il témoigne sur son rapport, point.

(9 h 24)

Alors, monsieur Coyne viendrait ici pour venir donner un commentaire additionnel à un échange qui aurait pu avoir lieu entre... entre la Régie et le panel, entre les intervenants et le panel, c'est profondément irrégulier. Je comprends qu'ils sont de la même société, là, du même bureau, qu'ils ont travaillé ensemble, avons-nous appris tout à l'heure, on aura l'occasion d'informer monsieur Yardley... c'est-à-dire de questionner monsieur Yardley sur comment a été confectionné son rapport, mais je m'objecte parce que c'est profondément irrégulier, on ne voit pas ça. C'est comme si j'offrais, et bien que je ne le ferai pas,

c'est au taux... la question du taux de rendement, on va asseoir monsieur... notre expert de la FCEI sur le panel de l'AQCIE pour peut-être se rendre utile. Ça m'apparaît un peu s'éloigner de la pratique, là, et c'est profondément irrégulier, donc je m'objecte.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Monsieur le Président, très rapidement. Ce qui est profondément irrégulier c'est de s'objecter d'avance et en bloc avant même d'avoir entendu une seule question et le début d'une seule réponse. Alors, je réitère tous mes motifs, je pense qu'à la simple lecture de la preuve d'Hydro-Québec, vous allez voir l'utilité de ce panel et de tous ses membres. Et, par ailleurs, se présenter pour une objection en bloc, avant même qu'une seule question lui ait été posée, j'invite le procureur de la partie intervenante d'attendre, de voir et de s'objecter dans un contexte précis si jamais des questions sont posées et que des réponses sont offertes qu'il juge inappropriées, il s'objectera. Mais retarder le début de cette audience avec une objection en bloc, avant qu'une question n'ait été posée, eu égard au fait que monsieur Yardley fera la présentation de son rapport, tel que je l'ai

indiqué, je considère que c'est essentiellement non fondé, manifestement non fondé et certainement inutile d'intervenir à ce stade.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Dunberry. Un petit instant, s'il vous plaît. Bon. On vous a écoutés, donc la Régie va accepter que monsieur Coyne demeure sur ce panel. En fait, les experts sont ici pour éclairer la Régie, on va profiter de leur présence, de leur participation active à cette audience-là. Et, comme le suggérait maître Dunberry, Maître Turmel, s'il y a eu... s'il y a des moments où est-ce que vous sentez le besoin d'intervenir en regard à cette question, n'hésitez pas, on va vous écouter. Merci, Maître Turmel. On peut donc procéder, Maître Dunberry.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Merci, Monsieur le Président. Alors, avec votre permission, nous nous proposons, tel que je l'ai indiqué, d'adopter formellement et de déposer en preuve au dossier le contenu de la preuve documentaire concernant l'ensemble des sujets qui ont été traités et qui ont déjà été communiqués à la Régie et aux intervenants préalablement.

Q. [1] Alors, Monsieur Hébert, en qualité de

représentant du Distributeur, et, Monsieur Verret, en qualité de représentant du Transporteur, je vous demanderais de prendre copie de la plus récente liste de pièces, la liste révisée en date du vingt-trois (23) octobre dernier, c'est-à-dire hier. Et je vous inviterai à référer tout simplement à la liste et, plus particulièrement, aux trois pièces suivantes. La pièce HQTD-1, document 1, intitulée « Rendement des capitaux propres et mécanisme de traitement des écarts de rendement et l'analyse de risque ». La pièce HQTD-3, document 1, « Réponse du Transporteur et du Distributeur à la demande de complément de preuve de la Régie de l'énergie ». Et à la pièce HQTD-3, document 2, « Mise à jour ou ajustement du taux de rendement ». Monsieur Verret, Monsieur Hébert, avez-vous personnellement été impliqués dans la préparation ou dans la supervision du travail de préparation du contenu de ces pièces? Monsieur Verret?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Oui.

Q. [2] Monsieur Hébert?

Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

R. Oui, je l'ai été.

Q. [3] Monsieur Hébert, est-ce que le contenu de ces

pièces reflète fidèlement la position du
Distributeur quant aux sujets qui y sont abordés?

R. Oui, c'est le cas.

Q. [4] Est-ce que vous adoptez le contenu de ces
pièces pour valoir comme témoignage écrit du
Distributeur et de ses représentants concernant les
sujets qui y sont abordés?

R. Je l'adapte.

Q. [5] Monsieur Verret, est-ce que le contenu de ces
pièces reflète fidèlement la position du
Transporteur quant aux sujets qui y sont abordés?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Oui.

Q. [6] Et est-ce que vous adoptez le contenu de ces
pièces pour valoir comme témoignage écrit du
Transporteur et de ses représentants concernant les
sujets qui y sont abordés?

R. Oui.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Monsieur le président, avec votre accord, nous
déposons formellement au dossier les pièces HQT D-1,
document 1, HQT D-3, document 1 et HQT D-3, document
2. Je passe maintenant aux réponses aux demandes de
renseignements.

Q. [7] Monsieur Verret, Monsieur Hébert, j'aimerais

également, à ce moment-ci, vous référer à la série 5 de pièces, plus particulièrement les pièces HQTD-5, document 1; HQTD-5, document 1.1, document 2, document 3, document 3.1 document 4.1, document 4.1.1, document 4.2, document 4.2.1, document 4.3, document 4.4, document 5.1, document 5.2, document 5.2.1, document 6, 7, 8, 8.1, 9 et 10. Monsieur Hébert, Monsieur Verret, avez-vous été impliqués personnellement dans la préparation de ces réponses aux demandes... de ces réponses des demandeurs aux demandes de renseignements ou dans la supervision du travail de préparation des réponses des demandeurs à ces demandes de renseignements, qui sont contenus dans la série de pièces HQTD-5?

Monsieur Verret?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Oui, je l'ai été.

Q. [8] Monsieur Hébert?

Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

R. Je l'ai été également.

Q. [9] Monsieur Hébert, est-ce que ces réponses aux demandes de renseignements reflètent fidèlement la position du Distributeur quant aux sujets qui y sont abordés?

R. C'est le cas.

Q. [10] Est-ce que vous adoptez le contenu de ces réponses à ces demandes de renseignement pour valoir comme témoignage écrit du Distributeur et de ses représentants concernant les sujets qui y sont abordés?

R. Oui, le je fais.

Q. [11] Monsieur Verret, est-ce que ces réponses aux demandes de renseignement reflètent fidèlement la position du Transporteur quant aux sujets qui y sont abordés?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Oui.

Q. [12] Et est-ce que vous adoptez le contenu de ces réponses à ces demandes de renseignements pour valoir comme témoignage écrit du Transporteur et de ses représentants concernant les sujets qui y sont abordés?

R. Oui.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Alors, Monsieur le Président, avec votre accord, nous déposons formellement en preuve les réponses du demandeur aux demandes de renseignements formulées par la Régie et les intervenants et qui sont contenues dans la série de pièces HQT D-5. Toujours quant aux demandes de renseignement

monsieur Yardley

(9 h 31)

Me ÉRIC DUNBERRY :

Q. [13] Mr. Yardley, I would invite you to remove your headsets, Mr. Coyne, I would invite you to remove your headsets. Mr. Yardley and Mr. Coyne, I will ask you to refer to the responses provided by Concentric to the Information Request submitted by the Régie and the intervenors as Exhibits HQTD-5, Document 1, to HQTD-5, Document 10 that I've just identified. Mr. Coyne, Mr. Yardley, were you personally involved in the preparation or in the direction and control of the preparation of Concentric's responses to these Information Requests -- Mr. Yardley?

Mr. ROBERT C. YARDLEY :

A. I was.

Mr. JAMES M. COYNE :

A. Yes, I was.

Q. [14] Does the content of these responses accurately reflect your professional opinion concerning the matters and issues they address?

Mr. ROBERT C. YARDLEY :

A. Yes, they do.

Mr. JAMES M. COYNE :

A. They do.

Q. [15] For the Régie's permission, I will produce these responses as part of your written testimony for the purposes of these proceedings. Mr. Yardley, I would now like to refer you to Exhibit No. HQTD-2, Document 2, a document entitled, "Earnings Sharing Mechanism", dated April nineteen (19), two thousand thirteen (2013); were you personally involved, Mr. Yardley, in the preparation or in the direction or control of the preparation of this document?

Mr. ROBERT C. YARDLEY :

A. Yes, I was.

Q. [16] Does the content of this document accurately reflect your professional opinion concerning the matters and issues they address?

R. It does.

Q. [17] With the Régie's permission, I will produce this document as Exhibit HQTD-2, Document 2, to be part of your written testimony for the purposes of these proceedings. Mr. Coyne, I will now refer you to Exhibit HQTD-2, Document 1, a document entitled, "ROE and Risk Analysis", dated April nineteen (19), two thousand thirteen (2013), as well as to Exhibit

HQTD-3, Document 2.1, a document entitled, "Formula for the Automatic Adjustment of ROE", dated August twenty-seven (27), two thousand thirteen (2013); Mr. Coyne, were you personally involved in the preparation or in the direction or control of the preparation of these documents?

Mr. JAMES M. COYNE :

A. Yes, I was.

Q. [18] Does the content of these documents accurately reflect your professional opinion concerning the matters and issues they address?

A. They do.

Q. [19] Again, with the Régie's permission, I will produce these documents as Exhibit HQTD-2, Document 1, and HQTD-3, Document 2.1, to be part of your written testimony for purposes of these proceedings.

(9 h 34)

Je reviens maintenant aux membres représentant Hydro-Québec; Madame Desmarais, Monsieur Hébert, Monsieur Verret, Monsieur Veci, je vous réfère à la liste de pièces, plus spécifiquement, vos curriculum vitae respectifs identifiés comme pièce HQTD-1.1, HQTD-1.3, 1.4 et document 1.5. Est-ce que les informations contenues

dans vos curriculum vitae, y compris les informations relatives à vos fonctions, votre formation et votre expérience sont exactes, Madame Desmarais?

Mme LYNE DESMARAIS :

R. Tout à fait.

Q. [20] Monsieur Veci?

M. LUC VECI :

R. Oui, elles sont exactes.

Q. [21] Monsieur Hébert?

Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

R. Oui, elles sont exactes.

Q. [22] Monsieur Verret?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Oui, elles sont exactes.

Q. [23] Alors, je produis formellement en preuve ces curriculum vitae sous les cotes qui leur ont déjà été attribuées.

Monsieur le Président, à moins de questions de la Régie, je demanderais à ma collègue, maître Marie-Christine Hivon, de procéder avec l'interrogatoire en chef de ce panel concernant le mécanisme de traitement des écarts de rendement. Et je vous reviendrai dans quelques jours pour présenter la preuve en chef relative au taux de

rendement sur capitaux propres des Demandeurs.

Merci. Et j'invite ma collègue à poursuivre. LE

PRÉSIDENT :

Merci, Maître Dunberry. Bonjour, Maître Hivon.

INTERROGÉS PAR Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Bonjour, Monsieur le Président, les Membres de ce Panel. Bonjour à tous à la Régie. Marie-Christine Hivon de Norton Rose Fulbright pour Hydro-Québec.

Q. [24] Alors, bonjour, Membres du Panel. Good morning, mister Yardley, mister Coyne. J'aimerais tout d'abord inviter monsieur Verret et monsieur Hébert à vous présenter...

DISCUSSION HORS DOSSIER

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Q. [25] ... à vous présenter certaines remarques introductives concernant la proposition d'Hydro-Québec Transport et Hydro-Québec Distribution relatives au mécanisme de traitement des écarts de rendement. Alors, Monsieur Verret, Monsieur Hébert, je vous invite à...

Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

R. Merci, Maître Hivon. Alors, bon matin, Monsieur le Président, Messieurs les Régisseurs. D'entrée de jeu, j'aurai que quelques remarques préliminaires à faire valoir.

Vous vous souviendrez que le dix-neuf (19) avril dernier, les divisions réglementées d'Hydro-Québec saisissaient la Régie de la demande qui fait aujourd'hui l'objet des présentes audiences publiques. Cette demande, rappelons-le, vise l'étude de trois sujets, soit la révision du taux de rendement des capitaux propres des divisions réglementées transport et distribution d'Hydro-Québec; la mise en place d'un mécanisme de traitement des écarts de rendement et, enfin, les modalités de mise à jour du coût de la dette et du coût du capital prospectif. Cette demande fait aussi suite à l'intérêt manifesté par la Régie et par Hydro-Québec d'aborder ces importants enjeux.

J'aimerais souligner qu'Hydro-Québec est très consciente que les efforts déployés par la Régie et son personnel technique à ce jour pour analyser l'abondante preuve ont été très importants. Nous vous en remercions. Nous sommes donc ce matin à l'étape de l'audience orale.

Suite à la demande de la Régie, Hydro-Québec abordera donc, comme maître Dunberry le mentionnait, le premier des trois sujets énumérés plus tôt, soit la mise en place d'un mécanisme de traitement des écarts de rendement. Je cède donc la

parole à mon collègue Verret qui introduira cette question. Je vous remercie.

M. STÉPHANE VERRET :

R. Alors, bon matin. Alors, très très brièvement, simplement pour mentionner que le mécanisme de traitement des écarts de rendement qui est proposé par l'entreprise est donc un mécanisme qui se veut un mécanisme proposé pour pouvoir traiter l'écart de rendement entre le rendement autorisé et le rendement réalisé de façon globale. L'entreprise a cherché un mécanisme qui était équitable à la fois pour l'entreprise et ses clients; un mécanisme qui incitait à l'efficience et également un mécanisme simple qui pouvait être appliqué rapidement, donc dès l'année deux mille quatorze (2014).

Pour ce faire, pour réaliser une proposition de mécanisme, nous avons fait appel à la firme Concentric et, dans quelques instants, monsieur Yardley va faire la présentation de la proposition que nous vous présentons aujourd'hui. Merci.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Q. [26] Alors, merci Monsieur Hébert et Monsieur Verret. J'aimerais maintenant, Monsieur le Président, si vous le permettez, présenter les deux

experts de la firme Concentric qui sont sur le panel du mécanisme de traitement des écarts et j'aimerais les inviter à présenter leur curriculum vitae.

DISCUSSION HORS DOSSIER

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

En attendant, je vais essayer de parler... j'ai fermé le micro en disant ça, alors...

Q. [27] Alors j'aimerais inviter les experts à présenter leur curriculum vitae, brièvement, pour pouvoir expliquer un peu leur expérience et leur expertise dans le domaine.

So I would start with you, Mr. Coyne, and I would invite you to take your resume, that has already been filed in the file as Exhibit HQT-2, Document 1.1; I understand, Mr. Coyne, that you are Senior Vice President at Concentric Energy Advisors, and could you please describe your responsibilities and client-related work?

Mr. JAMES M. COYNE :

A. Yes. Good morning. Bonjour. I'm an executive of our firm, I'm also Senior Vice President, and I am among our professionals who provide expert testimony and studies before federal state and provincial regulatory authorities on matters

pertaining to economics, finance in the regulation of public utilities.

Q. [28] I would now invite you to describe to us what is your educational background.

A. My formal training is in business and economics. I received a Bachelor's of Science from Georgetown University, and a Master's in Science from the University of New Hampshire, where I also taught undergraduate courses as a graduate student.

Q. [29] Thank you. Could you please describe your general professional experience?

A. Yes. I began my career as an Energy Economist, working as a staffer for the Massachusetts Energy Facilities Siting Council, and also as a staffer for the Maine Energy Office. And in those roles, I developed energy policy positions, I did analyses of the state's electric and gas utilities, I studied their supply plans. I assisted commissioners in holding hearings, doing background analyses for them and assisting in drafting decisions on these matters. And I also testified for the Energy Office on various matters before the Maine Public Utility Commission.

Q. [30] Could you...

A. From there -- I'm sorry.

Q. [31] Did you want to complete your answer?

A. Yes. And then from there, I went on to work for DRI/McGraw-Hill, developing large econometric models and forecasts for North American energy markets, power markets and gas markets, and publishing articles, and books and publications, and consulting the clients on these matters. From there, I went to work for Arthur D. Little, consulting for international energy companies, largely around business development and investments in the oil and gas sector. From there, I went to work for one of my clients, actually Petrofina, a Belgian company, as Head of Corporate Planning and Investor Relations for their North American operations.

From there, I returned to consulting, focusing on finance, economics, and regulation of gas and electric utilities, where I continue to perform those services today.

Q. [32] Could you describe please your particular area of expertise?

A. Yes. I focus primarily on the regulatory policy for electric and gas utilities. I do extensive work on the cost of capital for utilities in Canada and the U.S., I do work pertaining to fuels and power

markets and also evaluation of assets in companies in the utility sector.

Q. [33] Mr. Coyne, could you describe your experience as it more particularly relates to the cost of capital and earning-sharing mechanisms?

A. Yes. I've testified broadly in Canada and the U.S. on cost of capital related matters. In doing so, I've provided consulting support to regulatory and government agencies, as well as utilities. I'm a registered National Association of Securities dealer, broker-dealer, pertaining to equities, bond instruments, and things of that nature, in the U.S. I've published on the issue of cost of capital in Canada and in the U.S.

And I have also worked for clients in the U.S. and Canada on the development of alternative regulatory mechanisms and the development of earning-sharing mechanisms as well.

Q. [34] And could you describe your experience more particularly in Canada?

A. Yes. I began my work in Canada back in nineteen ninety-five (1995), actually working for the MacDonald Commission on the restructuring of the Ontario power industry. Since then, I've worked in most Canadian jurisdictions, I've worked in

Alberta, British Columbia, Manitoba, Ontario,
Quebec -- and I'm pleased to be here -- Nova Scotia and
New Brunswick, on matters pertaining to cost of capital,
business risk in the U.S. and Canada,
investment evaluations, cross-border trade, exports of
electricity into U.S. markets, as well as lowincome and
energy efficiency programs.

In doing so, I've worked for both
government agencies and utilities. I have most
recently provided testimony for Gaz Metro
pertaining to its 2013 Rate Case. I'm actively
involved in CAMPUT, presenting at CAMPUT events,
and I provide ongoing research to the Canadian gas
and Canadian electricity associations.

(9 h 50)

Alors j'aimerais déposer formellement au
dossier le CV de monsieur Coyne comme pièce HQTD-2,
Document 1.1.

I now turn to you Mr. Yardley and I invite
you to take your resume that has already been filed
as exhibit HQTD-2, Document 2.1. I understand that
you are Senior Vice President at Concentric Energy
Advisors. Could you please describe your
responsibilities and client-related work.

MR. ROBERT C. YARDLEY:

A. Yes. I'm an executive of the firm and I have significant manager's responsibilities within the firm, that's not why I'm here today. I'm here to address the earning sharing mechanism. But in terms of my consulting work, we all wear two hats.

In terms of my consulting work, it focusses primarily on regulatory policy matters at the state and federal level. I do a fair amount, a considerable amount of rate making, fairly technical work around rate design. I have done, and do, considerable work in the area of resource planning, the planning of utility portfolios in response to the various objectives that utilities have to address risk, minimize cost, incorporate new technologies and renewables and I also focus on wholesale markets in terms of how they meet those same objectives, wholesale capacity markets in particular. The distinguished in some respects from my colleagues in that I perform management consulting assignments for utilities with some advice to commissions but primarily to utilities so I have led large merger integration teams and I know a frightening amount about emergency storm response in case that comes up this morning.

Q. [35] Hopefully not. I would now invite you to describe your educational background.

A. Like Mr. Coyne, my colleague, I attended Georgetown University where I received a bachelor of arts in economics, I was an economics student. I graduated in nineteen seventy-six (1976) and from there I went to Boston College in the PhD program in economics. I stayed there for four years and completed my course work and my exams and, at that point, I left to join the workforce without completing my dissertation.

Q. [36] Okay. Could you please now describe your professional experience, Mr. Yardley.

A. Yes. I've been in the consulting, energy consulting field, for almost my entire career. I was chairman of the Massachusetts Department of Public Utilities, I had an opportunity to serve in that role and I took that opportunity. I have worked independently on two occasions for a number of years, working closely with Concentric Energy Advisors and its predecessor firm so I worked four firms that are now organized as Concentric Energy Advisors for approximately half my career and for the other half I worked independently, working with my colleagues at Concentric or wherever they

happened to be at that time and with a couple of other small... smaller energy consulting firms.

Q. [37] Could you describe your responsibilities as chairman of the Massachusetts Department of Public Utilities?

A. Yes. So the Massachusetts Department of Public Utilities has a three person commission and it regulates the electricity, natural gas, telecommunications at that time although no longer, water and it has some transportation functions as well. There were a hundred and sixty-five (165) staff members, there were approximately half a dozen electric utilities and half a dozen gas utilities that were invested on and regulated so we had frequent rate cases. It was a challenging time because it was during a recession which makes a regulator's job extra difficult I would say. As chairman, I had administrative responsibility for the staff. I was also the voice of the commission in the press, working with the Massachusetts legislature which I did on a few occasions and, in general, on policy, communicating the policy of the commission and the issues that we were thinking about so that the stakeholders would understand how we thought about issues unrelated to specific cases

before us.

Q. [38] Could you describe now more particularly your consulting experience in Canada?

(9 h 56)

R. Yes I've worked in, in Canada quite a bit. Most of my work has been in Ontario on behalf on the Ontario Energy Board Staff. Staff does hire, retain outside experts on certain technical issues. I prepared a report on Ontario Power Generation. The Board is considering whether or not subject Ontario Power Generation's regulated assets. They have certain generation facilities, hydro and nuclear, that are regulated assets so the... the rate-making for those assets is of particular concern and the Board had expressed an interest in alternative forms of regulation. So I prepared, co-authored a report, on that subject. I've addressed some technical issues on their behalf as well so, for example, the integration of distributed generation resources has the potential to provide benefits to the planning of the distribution system. Those benefits are... are of interest because it, it relates to the success of creating opportunities for distributed generation and it, it also has some impacts on the transmission system but primarily on

the distribution system.

I've prepared a... I designed a fairly sophisticated model for the Board's staff to use to evaluate the potential rate path as they consider their investments in transmission distribution facilities to accommodate primarily wind resources and achieve other social objectives throughout the province, and the Board is interested in knowing if they pursue a particular path for capital investment, how might that affect the customers' bills over their foreseeable future. So it's a... it's an interesting problem and I certainly commend the Board for its foresight in... in considering bill impacts as it, as it reviews vacation, not only current but, but in the future.

And, some years ago, when re-tailed markets opened in Ontario, I met with the Board and discussed with them strategies for effectively regulating a group of entities that had not been regulated before. So what's the best way to regulate those, those groups so the consumer interests are protected.

I've also testified before the Board on... on behalf of Hydro 1 on a transmission rate design matter involving billing determinants and how those

should be determined and most recently, I testified before the Alberta Energy Resources Conservation Board, on a public interest matter that involved the concern of drilling oil wells in the near proximity to an underground storage field that they, that supports the market in Alberta and more broadly.

- Q. [39] Okay. And finally Mr. Yardly, could you describe your work as a consultant, more particularly with respect to earning sharing mechanisms?
- R. As a consultant that works on rate-making matters and regulatory policy, I don't know how many regulatory orders I read per year but it..., it could be a hundred (100) on average. Many of those are rate case orders and so, to the extent they have earnings sharing mechanisms, they're certainly part of the... the review. If I'm looking at an issue such as earning attrition for example, what's the ability of the utility to looking forward earnings, authorized rate of return, earnings sharing mechanisms will be part of that analysis. But more directly than that, the report that I just cited for the Ontario Energy Board with respect to alternative forms of regulation for Ontario Power

Generation addresses earnings sharing mechanisms specifically.

I testified in the State of Connecticut on an alternative plan that also addressed earnings sharing mechanisms and proposed an earnings sharing mechanism, and I have testified before the FERC on behalf of local distribution companies and their customers and the issue there has been if the pipeline is not being fully utilized, which is the case in certain markets depending on what's happening with supplies, the question before the FERC and one they struggle with is how do we recover the fixed costs and its addressed through revenue sharing mechanisms which is really a kin to what an earnings sharing mechanism is. It has the same impact and many of the same concerns.

Q. [40] Thank you Mr. Yardley. Alors, Monsieur le Président, j'aimerais formellement déposer le CV de Monsieur Yardley, la pièce HQT-2, document 2.1 et j'aimerais également, Monsieur le Président, considérant le fait que la qualification d'expert de Monsieur Yardley n'a pas fait l'objet de contestation, demander à la Régie de reconnaître Monsieur Yardley comme expert en « earnings sharing mechanisms ».

LE PRÉSIDENT :

D'accord, il n'y a pas eu de contestation de cette expertise donc, la Régie va reconnaître Mr. Yardley comme expert en « earnings sharing mechanisms ». Merci.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON:

Q. [41] Merci. Now Mr. Yardley I understand that you have a PowerPoint presentation that you would like to deliver to the Board this morning and I would invite you to do so.

Mr. ROBERT C. YARDLEY:

A. Yes, thank...

Q. [42] Et j'ai des... j'ai des copies papier que je vais distribuer.

LE PRÉSIDENT :

Donc je comprends, Maître Hivon, que monsieur Yardley...

Mr. ROBERT C. YARDLEY:

A. Thank you, merci. Thank you to the Board and to the Board staff and to the intervenors and Hydro-Québec for allowing me to present this morning. I don't always have the opportunity to present in this fashion so I find it very useful and I will use this opportunity to explain my proposal for the earning sharing mechanism. I will follow the order

in my testimony so first, I will start by addressing the goals of the earning sharing mechanism, identify the basic mechanics so we're all on the same page with respect to that issue, address the relevant Hydro-Québec distribution and transmission circumstances because every mechanism should reflect the circumstances of the utilities that it's being applied to and there are some unique circumstances in this particular case and, finally, I will summarize my recommendation.

So let's start with the goals of the earning sharing mechanism. The mechanism is designed to share earnings, that is what it's about. The authorized, the realized return in equity will differ from the authorized return in equity for any number of reasons. There will be variances that appear beyond the control of the utility, they may be large, they may be small, there will be a large number of them. We don't know what they will be as the year begins. But we do know that there will be many variances and that's true, as I have indicated in my testimony, whether it's a forecast test year, whether it's a historical test year, really it doesn't matter, we can't predict with certainty individual items so we

know that there will be variances in cost items and in revenue items in the case of HQD that will have an impact that are somewhat difficult to predict.

In addition to that, there are also opportunities as the utilities manage their business to achieve efficiency gains and I should take a moment and indicate that that involves cost reduction in some cases but not always. The utilities, as part of their responsibilities, have to be focussed on outcomes as well so we tend to think of outcomes in terms of reliability, the quality of service, how fast the calls are answered and so forth so there may be more efficient ways to achieve those outcomes that really have nothing to do with cost. Those are efficiencies as well and they are just as important from the perspective of customers.

And below those obvious outcomes, there are, you know, hundreds of business processes within utilities and so each one of these business processes will focus both on cost reductions and how they use information systems and technology to perform their particular obligations. So efficiencies is a somewhat broader concept, it's not just looking around and cutting although we

probably all work for somebody that we thought had that focus primarily but that's not the case, but certainly not the case for public utilities.

The earning sharing mechanism focusses on the end result and that does reflect the way that the utilities manage their business throughout their entire company. So again, it focusses on there will be positive variances, there will be negative variances, it's a very blunt instrument. In this case it's appropriate, the concern is earning variances and finding a way to share those variances with customers so it's a very blunt instrument to do that, it's not that complicated although we will probably be here all day talking about it. But at its essence, it's really trying to address the question of earnings variances.

(10 h 08)

So the bluntness is both good and bad. It's very good at achieving that objective. It may not be as good as we'll discuss today as addressing some other objectives that... that have been raised, I know, in, in this matter. So it's good at addressing that fundamental issue of earning variances but to the extent there are other objectives, this may not be the best tool. There

may be other tools that are... that are more appropriate for addressing those.

In terms of the design objectives, there are two competing objectives, one is, as we've discussed, addressing earning variances and that issue, and the other is, we want to take care, since it is such a blunt instrument, we need to take care that we maintain a meaningful incentive to pursue efficiencies. Those efficiencies are ultimately help customers in many ways, not only through the cost reductions as I've mentioned, but through their interactions with the utility and, many of them may provide not only a short-term cost reduction, or benefit to a way of doing business, but they will be sustainable and, and continue on into the future. So as we apply this blunt instrument, we want to be careful to maintain sufficient incentive for the utility to aggressively pursue those efficiencies.

So now, let me turn to the mechanics - and I see my slide director is right with me, thank you. The, I don't even have to look over there - there are two key parameters. The parameters are the deadband and the sharing percentages. So we'll address each of those but it's important the

outset, as I've stated in my testimony, that the mechanism takes as a primary assumption, an important assumption, that you start with the fair authorized return on equity, whatever the standards are, in the particular jurisdiction, the legal and regulatory standards. It does focus on the end result. So it focusses on that, those aggregate earnings variances, not the individual elements that are plus in mind. This, in fact, that's one of the real benefits of an earnings sharing mechanism. It's this, I sometimes refer to it as belts, belt and suspenders. You avoid having, you do focus on certain parts of the business, as you, the stakeholders and the intervenants and the Board and Board's Staff, but this allows you to step back and not worry about lots of variances that are occurring, knowing that there's belt and suspenders that will address earnings variances if that, if that is an issue that is important to you. And those variances will come both from things beyond the utilities control and as a result of many small actions and some larger efficiency initiatives as well. The deadband specifies the point where sharing begins so, if there's a deadband above the authorized return on equity, that provides some

head room and, within that deadband, the utility would retain one hundred percent (100%) of... of the variances. Sharing does not begin until you begin, until you get above the deadband and the deadband could work in the opposite direction as well, there could be no sharing of the first X percent (%) below the authorized ROE, and then sharing with customers would begin below that level. So the deadband can be positive and negative.

(10 h 11)

The deadband is critically important, especially when moving from a circumstance in which there is no earnings sharing mechanism to one in which there is, because it serves as a motivational tool for Management as it manages the business. Knowing that there is a deadband helps them keep the different departments, the entire organization focused on pursuing efficiency gains in cost reductions, no matter where they are, no matter how large or small they might be. So it creates a mentality -- and I think many people in this room can relate to this -- it creates this mentality to focus aggressively on efficiency gains. So it's an important executive tool.

The broader the deadband, the greater the incentive -- that's simple economics. A hundred (100) basis points is fairly common; you do see smaller deadbands of fifty (50) basis points, rarely do you see one below fifty (50) basis points. There are a couple of instances, that are in my evidence, where there is no deadband. So a hundred (100) is common, a hundred and fifty (150) would be considered fairly broad, and you do see mechanisms with deadbands that have, are as wide as a hundred and fifty (150) or two hundred (200) basis points.

Again, they are, the focus is really on efficiency gains, but in particular, it provides an incentive to pursue some the harder-to-achieve efficiency gains. There are some efficiency gains that may require some investment on behalf of the utility, it's not a matter of just cutting an expense, cutting overtime, for example, some investment is required, some work is required, there's a project organized, and it may take some time for the benefits of that effort to be realized. So that would be a circumstance in which the broader deadband would be particularly helpful.

In terms of the sharing percentages, I've

suggested they can be either symmetric or asymmetric. The greater proportion of sharing to customers like the deadband promotes efficiency gains. And then, at the end, there's a report that's presented, which presents the calculation, so the Board, or whatever the regulatory authority is, has in their order specified, "This will be the calculation."

They've heard the evidence, they've made a decision, they've qualified it in any way that they deem appropriate, and then they'll direct, in a clear way, how the mechanism should work. So the objective, they'll specify the time period, typically a twelve-month period for which financials are already being generated, and perhaps audited, that's helpful, it usually is in a period where the financials are audited and, so we can rely on those numbers.

And then, the utility's obligation at that point, and they'll be directed to do so, is to provide a clear transparent presentation of the calculation, to minimize the need for back and forth or questions on how it is they have applied the order of the Board. And, of course, there will be an opportunity generally for the Board staff to

ask questions. It's typically fairly routine, if the utility had any questions about how the mechanism was supposed to work, they could have asked those when the order was issued, and that would be, that would not be unusual if there was any question at all. So that should all be clear as soon as the order's been resolved.

So with respect to the relevant HQD and HQT circumstances, they have each had surplus earnings and shortfalls over the past decade, I think there were three years of shortfalls, seven years of surplus earnings for each. The surplus earnings have come in the more recent years, if you look at the pattern, and I think that explains -- at least my interpretation -- that explains some of the interest in the Régie and stakeholders at this time in their earnings sharing mechanism. This is what the mechanism is designed to do.

There are, there certainly have been other utilities, I had a data request response, thirtyone point two (31.2), I believe, from the Board, that asked for results, and at least two of the companies had significant meaningful earnings in the two point three percent (2.3%) range on average above the authorized return.

So it's a fairly blunt instrument, as I said, so it really is a great tool for this variance question that's the subject of the hearing.

(10 h 16)

One of the observations that I've made is that HQD has experienced greater earnings variability over the last five years than HQT, and also, in my testimony, I address the fact that HQD's earnings are more sensitive to changes in any expense item. I happened to focus on operating expenses. I think that created some confusion, but it really is... it's more sensitive to any... a change in any expense item that's not covered by a variance or deferral account. And there is a reason for this. There is an obvious reason for this. And that relates to the fundamental structure of the two business units.

So, HQT is very capital-intensive, and has a large rate base, and, as... In relation to that rate base, you would say, and certainly in relation to HQD, operating expenses are a smaller percentage of the rate base. And as a result of that, you can have a fairly significant impact on an operating expense and not see the same degree of response in

the ROE. And we don't expect that to change.

HQD is also, obviously, very capital-intensive, compared to the normal business, but it has much more variability. Operating expenses are a much larger proportion of the revenue requirements. And as a result, we should expect to see, and we have seen greater variability in HQD's earnings. So that, that is certainly a fact. And that contributes to my recommendation that I'll get to in a moment.

Both companies have achieved significant efficiency gains, that appears to be obvious. I can't, and I don't know if anyone can, sort of break down in any precise way, you know, what are the variances attributable to forecast differences or efficiency gains. I mention that because I know there is a lot of discussion, and we'll, I'm sure, have a lot of discussion in this hearing about that particular issue. But it's clear that there have been efficiency gains, and that they've been fairly significant.

That does not mean that those efficiency gains will continue, and that will be relevant, at least, with respect to the differing deadbands that I've proposed.

There are annual rate case filings based on cost of service principles. This is a relevant fact in Quebec, because there is an opportunity for the Board and Board staff and the stakeholders to review the revenue requirements in some detail, and that has the potential to, since it's every year, to... It has the potential to act as a disincentive for some efficiency gains. Particularly, in my opinion, the ones that do require more of an investment, and perhaps take a longer time to reveal themselves. For the benefits to reveal themselves.

And finally, HQD and HQT each have variance and deferral accounts. The company is not proposing any change to those accounts in this case. So, in my opinion, that wasn't as relevant, and I've listed it as the final item on this list of circumstances that are relevant. It doesn't seem as relevant, as I went to design the proposed mechanism. If there had been a change in a variance account, I might have taken that into account. I don't know if I would have changed the recommendation, but I certainly would have looked more carefully at the account, how significant it had been and so forth.

So, finally, with respect to the recommendation, I'll list the recommendation, which is on the top part of the slide, and then get into some of the rationale and try to indicate what drove me.

So I've proposed asymmetric sharing, HQD and HQT would each absorb all of the downside risk, and that would be balanced by some opportunity to earn, through the deadband, up to some portion of the upside variances.

I've proposed one hundred (100) basis point deadband for HQD, and a fifty (50) basis point deadband for HQT. I'm referring... refer you back to the discussion that we just had about the sensiti... relative sensitivity of earnings, which derives directly from the fundamentally different structures of the two businesses as support for that. And there is other support as well. But that's the primary support. And then I've proposed fifty-fifty (50-50) sharing above the deadband.

So, in terms of where I ended up, it's a relatively simple mechanism. It can't be much simpler. It's an asymmetric design, that has been the practice in Canada, and as I looked at the variances, and the concerns of stakeholders and the

interest, in my view, an asymmetric deadband was inappropriate in this case. The wider deadband for HQD reflects the greater sensitivity of earnings, I think I've addressed that enough and the normal ebb and flow, because there is this greater, because more of the revenue requirement is on the expense side, there is naturally more of an ebb and flow to the business, there are more items that might be subject to variances. There are for HQT as well even on the investment side, costs of materials can change on the investment side, projects may be delayed for whatever reason but there are more, there's more ebb and flow on the distribution side.
(10 h 23)

But most importantly, as I approach the ESM, again with the blunt instrument I was focused primarily on those variances and then asking myself, well, let's focus on those variances to the extent possible but let's stop at the point where we might threaten the incentive that HQD and HQT have to aggressively pursue efficiencies, not just cost reductions but all efficiencies. So that was the balance that I was trying to strike and it's not an exact science, there's certainly some judgement, but I felt that the hundred (100) basis

points, the deadband is really the critical item and the meaningful incentives were really driving me. Meaningful incentives are important because they provide customer benefits, not only in the near term because customers, if they are meaningful incentives, it increases the likelihood that customers will share earnings. I mean, that is the point of the incentives. So it should benefit, will benefit customers in the near term, but just as importantly to the extent those efficiencies and cost reductions are sustainable, it will benefit customers in the future.

So, in my view, it's a balance mechanism. The deadbands are relatively narrow, it's asymmetric, which I believe is appropriate, and it continues to provide meaningful incentives that the executive team can use to drive the message throughout the organization. It's a very valuable tool to be able to do that in any organization, certainly for HQD and HQT as well, there's no exception in that respect. And that concludes my presentation. Thank you very much for your patience.

Q. [43] Thank you Mr. Yardley. J'aimerais maintenant déposer formellement au dossier la présentation de

monsieur Yardley. C'est la pièce HQT-6, Document
2.

LA GREFFIÈRE :

Ça va être la cote B-0089 pour la Régie.

B-0089 : HQT-6, Document 2, présentation de
M. Robert C. Yardley

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Q. [44] Merci. Now Mr. Yardley I will have a few
questions for you to complete your evidence in
chief and it would be some questions with respect
to a piece of evidence that was filed by the
intervener FCEI, it's the report of Mr. Paul
Centolella that was filed on October fifteen (15)
two thousand and thirteen (2013) and I would invite
you to take a copy of that report. So you have it
Mr. Yardley?

Mr. ROBERT C. YARDLEY:

A. I do.

Q. [45] Okay. I would like to refer you to page 3 of
Mr. Centolella's report where Mr. Centolella refers
to what he identifies as the primary purposes of an
ESM. Do you have comments on Mr. Centolella's
testimony in that regard?

A. Yes, I do. So let me point you to page 3 and it's the second, there are no line numbers but it's the second question and answer. And the second sentence in that paragraph, I'm trying to both read and speak into the microphone at the same time so I will shift slightly, it reads:

ESMs for HQT and HQD would serve two primarily purposes: addressing the information asymmetry between the utilities and the regulator, which can manifest itself in conservative forecasts of revenue requirements and sales, and responding to a pattern of HQT and HQD earnings in excess of the returns authorized by the Régie.

So those are the two primary purposes identified by Mr. Centolella.

(10 h 28)

So focusing on the information asymmetry, it's not... I was struck by that as the primary purpose and the first one listed because I think of the purpose of the earning sharing mechanism as to share variances. So now there is a new purpose that seemed novel, at least to me. And he indicates that the way it manifests itself is through conservative

forecasts. And I might, you know, gloss over that, except, as I read the entirety of the testimony, it seems like this information asymmetry is used to justify his proposal, which is no deadband and some changing in the sharing percentages, but in particular the no deadband.

So, to my mind, the ESM is great at what it's designed to do, the question I ask myself is - - is this the tool to address information asymmetry, or is there another tool, is there another, to the extent this is an issue, and I don't dismiss, I'm not saying that this is not a legitimate issue, but to the extent this is an issue, is this the right way, should we play with, modify the ESM, and if we do, will there be any unintended consequences? Because playing with this blunt instrument, you know, we need to look and see if there are any unintended consequences.

It strikes me the... so the information asymmetry has its impact on revenue requirements and sales, that's what he's focused on, and we all know that those are two, the two critical elements that we focus on in a rate case. And the rate case, and in this case, we have companies that file rate cases on an annual basis, and also file a fair

amount of information through their annual reports and so forth, a fair amount of audited information.

So in the rate cases, there are opportunities for, there's an extensive filing, there's an opportunity for discovery, there is cross-examination, it strikes me that if I was interested in this issue, I would really focus on it in the rate case, I wouldn't, let's address the issue where revenue requirements and sales are front and centre, they are the primary focus of the rate case, let's address it there, not by some back door, and I don't mean that in a pejorative way, but using the ESM for a purpose which it's not designed and probably not very good at accomplishing.

The second theme was, I was struck, in this paragraph but also throughout the testimony, on the weight given to efficiency gains, it didn't strike me that Mr. Centolella had given the importance of efficiency gains as they contribute to customer benefits enough weight, and that the deadband is obviously part of that discussion. So in my testimony, I used the term "meaningful", and I realize that's a subjective term, and in Mr. Centolella's testimony as I read it, he used the

adjective "marginal", "marginal efficiency incentives", and "modest" at one point.

And so we can have a semantic debate, which would be not so interesting perhaps, but if you'll accept that "meaningful" is a stronger term than "marginal" or "modest", and it's used, and I wouldn't be so concerned if it was just a semantic debate, but it really is, or appears to be one of the primary justifications by Mr. Centolella for recommending that we don't need a deadband in this case. So I'll stop there, that's my concern with respect to this particular paragraph.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

- Q. [46] Okay, thank you. And I would now refer you to page 6 of Mr. Centolella's report, where he makes references to the concept also of "unduly conservative forecasts". Have you seen this issue of asymmetry of information or conservative forecasts discussed in other jurisdictions in the context of the adoption of an ESM?
- A. I haven't seen it addressed in the context of an ESM. It certainly is not identified as a primary purpose of the ESM. The ESM is designed to address variances, so I haven't seen it addressed as a primary purpose. Again, I wouldn't care as much if

it wasn't used to justify the elimination of the deadband, it's critical to retain the deadband to provide efficiency incentives.

Q. [47] Okay. I now refer you to page 14 of Mr. Centolella's report, where he expresses his views and the opportunity of a deadband for HQD and HQT's ESMs. Do you have comments on his position on the question of the deadband that you are proposing?
(10 h 34)

A. I do. And here again, I'll just take a moment to briefly read a portion of Mr. Centolella's testimony. And it is the first... first sentence of the response to the first question on page 14. And as I say that, I'll read it... I'm not sure the page numbering is exactly the same in French and English, so... But the question is, I'll start with the question:

Q. Are the deadbands and equal sharing percentages in the company's proposal needed to maintain an incentive for the utilities to pursue efficiency improvements?

And the response is:

A. No. The deadbands are not essential in this case.

So I'm not quite sure what "in this case" means, but... And then, as you read on, there is some explanation provided. So I've cited the annual rate cases as a concern in terms of the incentives to utilities for the efficiency gains, and Mr. Centolella has cited those as well.

Mr. Centolella concludes, well, if you have annual rate cases, the incentives aren't that great, so maybe we shouldn't worry as much. And I don't want to put words in Mr. Centolella's mouth, so I'll stop there and you can read what he says. But he doesn't seem as concerned about those annual rate cases, whereas my response to the annual rate cases was we need to take care to make sure we maintain those incentives. That was my reaction to the same piece of... to the same opinion, if you will.

In addition to that, the deadband is important because in my proposal, I proposed an asymmetric sharing. So the deadband does serve a very important purpose to offset the downside risk. So it's critically important to have some upside opportunity to offset that downside risk.

We know, in going from a circumstance in which there is no earning sharing mechanism to one

which will have one, we know, and most experts, I think, would tell you that we should be mindful of the potential impacts on efficiencies. I mean, we're going from a situation where there is no sharing, to one in which there is sharing with customers. So we should be mindful of the potential impact of an ESM on efficiencies.

The deadband and the sharing sort of work together. So it's all... I've crafted the mechanism with the asymmetric, going to the deadbands, addressing the sharing, and considering the relative circumstances of HQD and HQT. So it does all fit together. Even though there aren't that many moving parts, there are still a few, and we need to think about how they work together.

In my view, it's a very balanced proposal. Those three parts work together in a very balanced way, as between addressing variances and providing the incentive, a meaningful incentive for efficiencies. But most importantly, it will benefit customers. If we're going to go to an earning sharing mechanism, we want customers to share in those earnings, both in the near term, and we want the company to be continuing to look at sustainable efficiency improvements, again cost reductions and

things that improve the quality of the outputs, both for internal processes and beyond.

Q. [48] Okay. And finally, Mr. Yardley, I would refer you to page 16 of Mr. Centolella's report, where he comments on your proposed deadband for HQD and HQT. Do you have comments to add on his analysis?

A. Yes I do. So, let me start with the difference in the recommendations, just with respect to, not with respect to the deadbands and the sharing and so forth. But Mr. Centolella takes the position that the deadbands, or the mechanisms should be identical, or the deadbands in particular, in this part of his testimony, if there were to be deadbands, he opposes deadbands, but he acknowledges that if there are deadbands, they should be different for HQD and HQT. And he provides, you know, three or four pages of a lot of numbers. I won't testify to his numbers, but I've studied them to determine certainly what is the essence. I'm trying to understand what is the essence of the support for that position. And so I'll start by reading a sentence. The first sentence is on page 16. The bottom question and answer:

Q. If the Régie were to consider

deadbands, Mr. Yardley's analysis does not provide a reasonable basis for using a higher deadband in the HQD ESM than in the HQT ESM.

So I have provided a basis, but he seems to be questioning whether the basis I've provided is reasonable. And then he suggests an alternative basis. So that's what I focussed on as I read through these three or four pages and I won't address everything that he said. But I'll address what I think is the essence of his argument and, you know, Mr. Centolella, at the appropriate time, may come back and say, "Well, that's not what I relied on." but this is my interpretation of what he's relied on. And so now I'm on page 18, at the bottom, the paragraph at the bottom, and I'll read the sentence and then I'll explain in English, or in common English, obviously it will be in English, I'll explain what I think it means. The... I am not among the members of my family that speak French, there are a couple.

(10 h 39)

The average Total Operating Expense deviation for HQD over the five year period was \$23.68 million or only 55%

of HQT's average Total Operating
Expense deviation of \$43.34 million.

So let's just take a step back. What does that mean? So what he is saying is HQT has greater variance. We're not talking about the source of the variance at this point and that's really the point of an ESM so that's good. The HQT variance in operating expense, which is one of the primary levers, it has been significantly greater than HQD and so, earlier when I was going through the presentation, we talked about how HQD's earnings are more sensitive to a change in operating expense than HQT, so we have really two countervailing factors. So in this case, when we look back in history, the conclusion that Mr. Centolella reaches is that when you put those two counter... Well, I don't know that he really focusses on the sensitivity but when you put those two factors together, when I put those two factors together, they offset each other and so the conclusion he draws from that is "Well, we should have the same deadband for both HQD and HQT."

So the history is relevant, it's interesting, but we also need to consider the future and I would suggest, we don't know what the

future holds with respect to the ability of HQT and HQD to continue achieve operating efficiencies. You know, maybe HQT will somehow be able to continue to achieve extraordinary efficiencies or benefit from positive variances in ways that HQD is not. But we don't know. I don't want to, you know, make a supposition to the likelihood of that occurring but I will state as a fact that we simply don't know what the future will hold so that's a very, that countervailing influence may not be available. But we do know that the structure of HQT and HQD's operations are not going to change dramatically for a long time, if ever. There will be some changes, you know, in the future, we don't want to get to that in that hearing but they are long off so we do know that, for our purposes today, those structures won't be changing, that HQD's earnings will be more sensitive to changes in any expense item, I am talking about operating expenses here, but any expense item that's not covered by a variance in deferral account, we know that it will be more sensitive and so, to me, that's why I have identified that as one of the primary reasons for the deferring deadband.

But there are other factors as well. We do

know, just looking at the numbers, I had a table on page 12 presenting the last five years, but we do know that HQD's earnings have experienced greater variances and I performed a calculation of a standard deviation, probably something we all, were exposed to in undergraduate school, that measures volatility. It's very simple, a very simple calculation that just takes what we all see with our eyes and converts it to a single statistic and, in that case, it shows as the eye would suggest, that HQD's earnings are more volatile and have been and I would suggest should be expected to continue to be more volatile than HQT's.

And finally, we know that because HQD's earnings are more sensitive to these items beyond their control, and even within their control, because their earnings are more sensitive to variances, and we know there will be variances, we don't know where and how big or whether they will offset each other, but we do know they will be, by implication, HQD will be absorbing more downside risk than HQT going forward. They'll be more exposed to those variances and it's appropriate, as part of the balancing, you know, as we put the different, the few different elements of the

mechanism together, to reflect that and the best way to reflect that is through different deadbands. That's the simplest way to reflect it. You know, I tried to the extent possible to keep the mechanisms similar, you know, not have like one deadband and different sharing percentages over here for HQD and then, you know, a much different structure. It seemed to me the simplest way to adjust for this difference between the two business units was to adjust the deadbands.

Now, I'll just end with this point. I still consider, I go back to what I conveyed during the presentation. We're talking about fifty (50) basis point and a hundred (100) basis point deadbands. We're talking about asymmetric deadbands. I do consider those to be relatively narrow. They reflect the fact that there's asymmetric sharing.
(10 h 45)

And so, in all this discussion about HQD and HQT, which I hope you are able to follow, I struggled myself coming up with the words to try to convey it, and gave it a fair amount of thought, and I hope again, with respect to Mr. Centolella, that I've represented his position accurately. That was certainly my intention that we don't lose sight

of the fact that the deadbands are relatively narrow. And with that, thank you for the opportunity.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON:

Q. [49] Thank you, Mr. Yardley. Alors, Monsieur le Président, ceci termine la présentation en chef du panel, qui sera disponible pour les contre-interrogatoires. C'est peut-être le bon moment pour une pause.

LE PRÉSIDENT :

D'accord. Merci, Maître Hivon. La Régie va donc prendre une pause de quinze (15) minutes. De retour à onze heures (11 h 00) avec le contre-interrogatoire de la FCEI.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Merci.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

LE PRÉSIDENT :

Bonjour, Maître Turmel. Me

ANDRÉ TURMEL :

Rebonjour, Monsieur le Président. LE

PRÉSIDENT :

Rebonjour, plutôt, oui.

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [50] Alors, donc, merci. Bonjour aux membres du panel, Maître Turgeon, Monsieur Méthé. Alors, donc, bonjour aux membres du panel, good morning. Mes questions générales seront à monsieur Yardley. So, my questions will be directed to you, Sir, so in English, most of the time. So, if I'm lost, I may do it in French, but...

M. ROBERT C. YARDLEY :

A. I'll put mine on.

Q. [51] So, Mr. Yardley, I would ask you to take your evidence, and to begin with, your curriculum vitae, your resume. At page A6, I don't think you have to refer to your resume, but my question is, you mentioned that you were a Chairman of the Massachusetts Department of Telecommunications and Energy, is that right? Yes?

A. That's correct.

Q. [52] Am I right to think that it was from the early days of ninety-one ('91) to September ninety-two ('92)?

A. September or October of ninety-two ('92).

Q. [53] Ninety-two ('92), yes? Okay. At the time or under your chairmanship, I would say, were there

any ESM implemented by that board at the time?

A. Yes. Massachusetts was one of the first states in the country to focus on energy efficiency measures and integrated resource planning.

Q. [54] Okay. But with respect, I'm sorry, to energy sharing mechanisms. I'm sorry.

A. Oh, energy. I thought you said DSM.

Q. [55] Well, ESM, DSM, yes, it looks the same.

A. I'm struggling with HQD versus HQT, I need to be careful, so...

Q. [56] Me too, so...

A. So, ESM, I don't recall any rate cases that had ESM.

Q. [57] Would that be fair... I'm sorry to interrupt. Sorry.

A. I don't recall any cases.

Q. [58] Okay. Would that be fair to say that the were, in the mid-nineties, Massachusetts Gas did... implemented such and ESM?

A. In the mid-nineties the chairperson that followed me was interested in alternatives forms of regulation. I worked on those matters as a consultant, but yes, that would be the case.

Q. [59] Okay. Thank you. Now, also, within your CV, you provided a list of expert testimony that you've

done over the years. I won't go through all of them, but I counted, I think eighteen (18). I may be wrong on this, on the count, but eighteen (18), and is that fair to say that not all of them, but most of them, eleven (11) or twelve (12), or thirteen (13) are related to gas or pipeline, or power generation?

A. I don't know. The table says what it says.

Q. [60] Yes. So, I suggest that it is what I read, so... okay.

A. I'll accept that.

(11 h 10)

Q. [61] Okay. And with respect to the preparation of that file coming at the Régie, preparing your written testimony, could you describe or enumerate the documents that you have used to prepare your written testimony? And when I say documents that you have used I would say, in relation with Hydro-Québec and HQD, I'm not asking about literature or doctrine, but could you tell us what data have you used, did you use to prepare this case?

A. Okay. I... I focused really on two areas. The first would be making sure that I understood the range of earnings sharing mechanisms throughout North America, to the extent I have general familiarity

with many of them, certainly more in some jurisdictions than in others, so where I felt, in order to address any gaps that I might have, I have, and there were certain cases that I was already paying attention to, I conducted some research to ensure that I understood the range of earnings sharing mechanisms, not so much to say, "Oh! I like this one."

Q. [62] Uh-huh.

A. But to see if there were any, you know, sort of parameters that might be of interest. Because the other focus was to turn to Hydro-Québec circumstances, the variances, both the level and the sources; obviously, I looked at the variance accounts, particularly at the beginning, I didn't know if the variance accounts would be something that the company might propose or might be interested in changing. As it turns out, they haven't been.

So those were the primary research information efforts that I focused on.

Q. [63] Okay, so in fact, there are two areas, as you mentioned, the first is some sort of conducting an analysis of what has been done in North America, let's put it that way, with respect to ESM?

A. Right. And there's a table...

Q. [64] Yes.

A. ... in response to the Régie 10.1 that summarizes...

Q. [65] Yes, exactly.

A. ... of that evidence.

Q. [66] And the second area is the, as you depicted, HQ circumstances. So those circumstances, if we, now, if we go a little bit deeper, we just... so you conducted your... so those data, because those are data, documents, decisions provided by HQ, would you be able, on your position this morning, to give us the list, because I just want to know on what you form a judgment, an opinion, using data or information provided by HQ, right?

A. That's correct.

Q. [67] Yes. So I just want to sort of make the, in French, we say "carré de sable", the border of the documents you have used. So if you are not able to, from memory, to give us this morning, I could offer you to put it on paper, if you want, just to make sure we know on what you worked, as an undertaking, it could be done, taken as an undertaking.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je vais laisser monsieur

Yardley répondre, mais en ce qui concerne l'engagement, j'aurais des représentations à faire à ce sujet-là. Alors je... on va laisser monsieur Yardley répondre s'il a l'information; autrement, je vais avoir des représentations à faire sur l'engagement.

LE PRÉSIDENT :

D'accord, Maître Hivon.

A. I asked for and received some data from both Hydro-Québec Distribution and Transmission...

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [68] Yes, okay.

A. ... that showed the top-line results, and it flowed down with some level of detail, not a great level of detail but at least my major expense category, in order to perform and be able to identify, with respect to both HQD and HQT, you know, where are the variances coming from. So, for example, the pensions expense had been a source of considerable variance, and so I would have seen that as a separate line item, but also understood that, I believe in two thousand eleven (2011), a variance account was approved for those items.

So I was really focused on, you know, the overall variances, so I can't say that it had a

great deal of impact, or much impact on my recommendation, it had some impact on the different deadbands for HQD and HQT. So, for example, HQD is subject to revenue variance and HQT is not. So I would have relied on that information for that purpose.

(11 h 16)

Q. [69] Okay.

A. To confirm.

Q. [70] Right. So, are you in a position to provide a... And I don't want to receive what you received from HQD-HQT, but the list of the... describing, let's say, one rate case that... exhibit of that rate case, some sort of... You know? Just to understand, again, not to go in the details, what was the data on which you were sitting, because there are lots of data. So, are you in a position to provide this, maybe, if not this morning, maybe by an undertaking? Which I'm offering to you this morning, if it helps.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je comprends que maître Turmel demande une liste des documents. Alors, on pourra tenter de voir si c'est possible de... si cette liste est disponible, et vous revenir sur

cette question-là.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Hivon. Vous pouvez continuer, Maître Turmel.

Me ANDRÉ TURMEL :

O.K. Donc, ça sera l'engagement numéro 1? Juste pour le mettre sur... Pour ne pas qu'on oublie. Engagement numéro 1, donc, fournir la liste des documents...

LE PRÉSIDENT :

Consultés?

Me ANDRÉ TURMEL :

... que HQD et que HQT ont fournis à monsieur Yardley.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Sujet, Monsieur le Président, à ce qu'on puisse revoir cette liste-là pour s'assurer qu'il n'y aurait pas d'information ne pouvant être divulguée, là, alors sous cette réserve.

LE PRÉSIDENT :

Ça va.

Me ANDRÉ TURMEL :

O.K. Merci.

E-1 : Fournir la liste des documents que HQD et

HQT ont fourni à monsieur Yardley

Q. [71] Okay. So, Sir, I'll ask you now to - thank you - to go back in your written testimony at page 5. A couple of general questions to understand your testimony. At page 5, around lines 12 to 14, so you answer a question that you ask, and you go on with saying that:

Although ESM can be designed for a single rate plan year, there are more associated with rates that are expected to be in place for two or more years.

So, do I understand that you are, today, still in agreement with that statement, the fact that ESM are more commonly associated with rates that are expected to be in place for two years or more? Two or more years, sorry?

A. That's my impression from reviewing all of the mechanisms that I reviewed.

Q. [72] Thank you. If we go now to page... And now... Okay. So, I may have asked you. So we'll work with your evidence, we'll work also with the exhibit HQT-5, document 1, which are the answers to information request. HQT-5, document 1.

A. And, excuse me, which...

Q. [73] Yes.

A. I'm... I'm not as facile with the...

Q. [74] Yes, me...

A. ... HQD numbering system. But if you tell me which party asked the questions... The Régie.

Q. [75] Yes.

A. The Régie?

Q. [76] The Régie, yes.

A. Ah!

Q. [77] Sorry. I'm sorry, it's HQT-5, document 5.1. I'm sorry. This is... Wait, here, I'm a bit mixed... Yes, sorry, it's the question that came from Mr. Centolella to you, Sir.

A. I have those.

Q. [78] Okay, sorry. Well, in fact, question 1.1...

M. STÉPHANE VERRET :

Maitre Turmel?

Me ANDRÉ TURMEL :

Yes.

M. STÉPHANE VERRET :

Excusez-moi.

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

M. STÉPHANE VERRET :

Juste pour question de clarté, puis m'assurer qu'il

a le bon document...

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

M. STÉPHANE VERRET :

Est-ce que c'est le document 5.1, ou 5.2, là? En spécifiant que ça vient de monsieur Centolella, là, juste pour être sûr...

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui. C'est 5.1.

M. STÉPHANE VERRET :

.1. Parfait, merci.

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

Q. [79] So, in that question 1.1, it was asked to you if you were aware of any ESM designed for a single year rate plan where the utility files annual rate cases with their regulator, if so please provide references, and then you go on, you add, you mention, you answer that:

No. Mr. Yardley is not aware of any such ESMs, although it is conceivable that the Gaz Métro ESM might be in effect for a single year if the transition to another plan takes effect in a year.

So, as we speak today, do you have... do you keep that answer, as it was provided then?

A. Yes. I saw a discussion of a Massachusetts case in Mr. Centolella's testimony, but that does not change my response.

(11 h 23)

Q. [80] So Gaz Métro is the only ESM decision that you are aware of that is without a commitment for rates to remain in effect for more than one year. It is possible that that ESM will be in place for one year. It's possible it may be in place for longer than one year. I was careful in my testimony to say it can be designed. There's no reason why you couldn't design an ESM for one year. You might design it in a slightly different way, as I have. I have reflected that as one of the circumstances I considered, that it may be in place only for one year, but...

Q. [81] As we speak, do you agree with me that it is not a multi-year commitment? Let's put it that way.

A. It is in... perhaps I'm mistaken, but with respect to Hydro-Québec?

Q. [82] No, with respect to Gaz Métro, sorry.

A. Oh, Gaz Métro, as I understand, it was expressed as some transition strategy, some transition approach.

So, it could be a year. I can't predict the pace of regulation.

Q. [83] Okay. Thank you. Now, going back again to your written testimony at page 6. You mentioned that:

A common deadband is a 100 basis point.

And you seem to refer that it refers to ESM with a multi-year commitment. Is that impression right?

A. I tracked every sort of current ESM I could readily find. As it turns out, ESMs are more common, as I've stated in my testimony, in multi-year plans, because the stakeholders, many of them are settled. So, during those negotiations, the stakeholders and the company, there's more uncertainty, because of the length of the time period. And so, frequently, during the discussions, when there's tension between the utility and the stakeholders, they will say, "We can address this tension by adding to the rest of our agreements this blunt instrument of the ESM, and be done with it." So, both parties have an interest in not being in a position of variances that might be unexpected. So, that's the context that it comes up, to be complete.

Q. [84] Okay. And at the same page, in the same paragraph, you continue and say:

But there are also examples of ESM with deadbands of plus or minus one 150 to 200 basis point.

So, that, again, does... I understand that it refers to example of ESM with a multi-year commitment?

A. Yes, that's the majority of multi-year.

Q. [85] So, now, sorry to play with your text, but it's the way it is done, so page 3. We'll ask now some questions about the impact or variances and business risk, on the structure of an ESM. So, at page 3, line 12 and following, in fact you said that:

All ESMs are form of variance management.

Right? And then, I would ask you to move on to page 16, where you appear to extend that concept in discussing the difference between your proposed HQT and HQD ESM by saying, and then I quote you, line 7:

The wider deadband for HQD reflects the greater sensitivity of HQD's earning to variation in revenue and operating expenses.

A. I see that.

Q. [86] So, what I understand from those statements is that the narrower the deadband for HQT reflects HQT lesser sensitivity to variation in revenue and operating expenses? Would that be...

A. Yes. And as I explained during the presentation, as well as the observed results.

Q. [87] Yes, okay. I was expecting a yes, and I got a yes, so thank you. When you refer to variations in revenue and operating expenses, in what I just quoted, you are referring, I understand, to variation attributable to changes in input cost, economic condition, that impacts sales, or other factor external to the utility, right? Is that...

A. I'm not commenting at all on the source of the variations. They could be unexpected things that happen beyond the control of the utility. They could be the result of management actions. So, it's merely the variance, the ebb and flow of all those factors together that the ESM is designed to address.

(11 h 29)

Q. [88] And this ebb and flow, could we call it « normal business risk »?

A. It's a normal business, it's business as usual, this is what I would call it, without commenting on

the risk, I mean, management should expect it but management is also not sitting around waiting for risk to hit them without responding so it's business as usual, the management team should expect that there will be variations, they should expect to address those variations to the extent that they can.

Q. [89] But if I am not mistaken, business as usual is not a regulatory known expression. I may be wrong but it's the equivalent, I want to be sure I understand, of the normal business risk. Can we put it that way? Business as usual and business, normal business risk?

A. It should, it's what the company should expect. They should expect...

Q. [90] Okay.

A. ... the unexpected.

Q. [91] Okay.

A. And they should expect that they're paying attention and will respond as appropriate.

Q. [92] Thank you. Is it your view, Sir, that the extent to which HQD or HQT should retain actual earnings in excess or authorized levels in significant part, reflect the extent which each is exposed to earning variations?

- A. Only as one element. That was not... That element might explain the differences between my recommendation for Hydro-Québec Distribution and Transmission but the primary driver was address the variances but stay focused on maintaining a meaningful incentive to pursue efficiencies throughout the organization.
- Q. [93] And those variations, should they, are they including earning variations that are a result of normal business risk?
- A. The way I would choose to express it is that when the year begins you're not quite certain what will happen and so there may be an unexpected negative variance in one part of the business. You should expect a response to that variation, especially if it's a significant variation. If it's a minor variation, that manager, department will hear that they should fix it. Earnings are something that regulated and unregulated companies alike focus on and get regular updates, monthly typically. If it's a very significant negative variance that was unexpected and beyond the control of the utility, so let's focus on utilities for the moment, then what you would expect is a business unit wide response. It wouldn't be up to the particular

source of the variance. The rest of the management team wouldn't sit around and point fingers and hope that person X addresses the variance. If it was significant, the entire organization would respond.

Q. [94] Thank you. In your view, does the use of variance accounts for both HQD and HQT, exposure to business risk, I mean, does the use of variance accounts reduce HQD and HQT exposure to business risk and related earning variance?

Me ÉRIC DUNBERRY:

One second Mr. Yardley. Monsieur le Président, je pense que c'est une question pour un autre panel, c'est-à-dire l'évaluation du risque d'affaire, c'est de ça dont on parle, l'évaluation du risque d'affaire pour les sociétés en général, ou plus particulièrement pour HQT et HQD, il s'agit-là d'une question à laquelle monsieur Coyne pourra répondre sur le prochain panel, à moins que maître Turmel lui pose directement cette question qu'il ne voulait pas lui poser parce qu'il ne voulait pas qu'il soit sur ce panel. Alors j'invite la partie intervenante à s'en tenir aux questions relatives au mécanisme de traitement des écarts de rendement et à ne pas traiter de l'évaluation du risque d'affaire d'entreprise qui est pour un prochain

panel parce que, essentiellement, on n'a pas tous les témoins pour répondre à ces questions et ce n'est pas monsieur Yardley qui traite de ce sujet spécifiquement.

Me ANDRÉ TURMEL :

Écoutez, je ne sais pas si c'est une objection, mais ça allait très bien. Tout à l'heure, depuis quelques minutes déjà j'avais posé des questions en lien avec le risque, le risque d'affaire et, là, il nous a parlé du « business as usual ». Comme on dit, c'est très inter-relié, ma question s'adresse à monsieur Yardley jusqu'à temps que mon confrère m'interrompe pour je ne sais quelle raison encore clairement, là. C'est tout à fait en lien, mes questions, avec son témoignage, c'est une question qui est liée. Le risque et les variances dans les écarts, écoutez, ce n'est pas parce que le mot... le risque d'affaires est discuté dans le taux de rendement qu'on ne peut pas en discuter ici, parce que c'est intimement lié. Qu'est-ce qui cause les variances, les écarts? C'est ce qui se passe dans l'année. C'est la façon d'opérer la business. Alors, écoutez, que mon confrère m'empêche de poser mes questions sur comment est le risque d'affaires! Ma question n'est pas en lien avec le « business

risk » et taux de rendement. Ma question est en lien avec les comptes d'écarts, qui est bien différent. Alors donc, je ne comprends pas son commentaire qui nous fait perdre du temps.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Monsieur le Président, je pense qu'il faut distinguer deux choses, et c'est peut-être un débat utile pour la suite. D'une part, il y a ce que la question vise, c'est-à-dire l'évaluation du risque d'affaires et l'impact de l'existence de comptes d'écarts sur l'existence ou non d'un risque plus élevé ou moins élevé. Donc, l'impact de l'existence de comptes d'écarts, des « variants account » ou des « diferral accounts » pour reprendre l'expression utilisée dans les rapports sur l'évaluation du risque d'affaires, ça, c'est une chose.

L'autre chose, c'est l'existence d'écarts aux fins de concevoir un mécanisme de traitement des écarts. Ça, c'est un autre sujet. La question préalable, c'était, et la première et la deuxième questions de maître Turmel étaient de savoir si l'existence d'écarts est un phénomène normal « normal business risk », et le témoin a répondu que c'est chose à laquelle les gestionnaires

doivent s'attendre, c'est des variances, pour reprendre l'expression anglaise.

Ça, c'est la réponse qui traite d'écart dans le cadre du traitement et de la conception d'un mécanisme de traitement des écarts. Ça, c'est une chose. Ces questions-là ont été posées. Et nous sommes bien demeurés assis pour que le témoin puisse y répondre.

Là, on passe et il y a une ligne dans le sable qui vient d'être franchie, et c'est un peu l'objectif, j'en présume peut-être l'existence, pour passer de l'existence maintenant de comptes d'écart sur l'évaluation du risque d'affaires. Et quand on regarde là où cette question se trouve, elle se trouve dans le rapport déposé par monsieur Coyne dans l'analyse des groupes comparatifs au Canada et aux États-Unis pour juger du risque d'affaires.

C'est deux sujets qu'utilise le mot écart, mais c'est deux sujets complètement différents. Le compte d'écart pour fins d'analyser le risque d'affaires et l'existence d'écart, comme facteur observé dans la conception d'un mécanisme de traitement des écarts. Le mot écart est là dans les deux cas, mais on ne parle manifestement pas de la

même chose. Et l'objectif, c'est d'avoir deux panels qui ne vont pas dédoubler le travail et alourdir le processus réglementaire devant vous, Monsieur le Président. Je pense que cette distinction-là au plan de la preuve et au plan du concept est réelle.

LE PRÉSIDENT :

Vous avez compris la distinction qui est faite entre les deux types d'impacts, c'est-à-dire écarts et impact sur l'évaluation du risque d'affaires d'une entreprise, et écarts et l'impact sur la conception d'un mécanisme de traitement des écarts. Donc, je vous inviterais à aller dans ce deuxième...

Me ANDRÉ TURMEL :

Donc, c'est une objection? Vous accueillez l'objection à la question? Juste pour bien comprendre.

Me ÉRIC DUNBERRY :

J'ai fait une objection.

(11 h 38)

Me ANDRÉ TURMEL :

Parfait. O.K. On en prend note. Merci.

Q. [95] Sir, does the use of variance accounts reduce HQT and HQD exposure?

Me ÉRIC DUNBERRY :

Monsieur le Président, il me semble que c'est la même question...

Me ANDRÉ TURMEL :

Non.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Présumément que le mot « exposure » réfère au risque.

Me ANDRÉ TURMEL :

Écoutez...

Me ÉRIC DUNBERRY :

Non, mais c'est la même question, là. C'est exactement la même question.

Me ANDRÉ TURMEL :

Non, ce n'est pas la même question. J'ai enlevé... Me

ÉRIC DUNBERRY :

Le mot est le même... Me

ANDRÉ TURMEL :

...J'ai enlevé le « business risk », là. Écoutez.

Bien là, on va laisser HQ faire faire notre contre-interrogatoire s'il le faut. Il faut... faut le faire quand même, là. « Exposure », on est dans le, on est dans le, les... on essaie de comprendre pourquoi les écarts existent, d'où ils viennent, comment ils sont générés. Et que je demande au

témoin, à l'égard des comptes d'écart, est-ce que l'utilisation de ces comptes d'écart pour HQD réduit, HQD et HQT, réduit leur, leur, le fait qu'ils sont sujet à la variabilité, à « what exposure », je cherche le mot français, là.

Écoutez, honnêtement, là... Ce matin, on nous dit que, on a mis le témoin Coyne pour, peut-être parce qu'il y a des... il y a des questions qui sont interreliées et là on permet qu'il soit là et moi, je pose quelques questions qui, dit-on, s'écartent de la question du compte d'écart, ce que je ne vois pas, avec, en tout respect, mais quand même, alors, ma question, là, ma seconde question, et je respecterai votre décision, c'est, est-ce que, « does the use of variance accounts reduce HQD and HQT exposure to a related earning variance ». Écoutez, là, je v... on peut me laisser continuer, là.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Ça va, d'accord. En fait, Monsieur le Président, je vous dirais que c'est exactement la même question et vous en avez disposé il y a, il y a quelques minutes, là...

Me ANDRÉ TURMEL :

C'est pas l'« exposure »... Non.

Me ÉRIC DUNBERRY :

... c'est, c'est être lan... c'est en référence aux risques auxquels s'expose l'entreprise.

Me ANDRÉ TURMEL :

Écoutez, c'est pas HQ qui va mettre les mots dans la... lesquels je peux composer mes questions. Je m'excuse, là, je veux dire. La question, elle est claire. Je pense que le témoin est prêt à répondre. LE

PRÉSIDENT :

Donc on va rejeter l'objection de Maître Dunberry. Vous pouvez poursuivre Maître Turmel.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [96] Do you want me, Sir, to repeat the question?

A. Please.

Q. [97] Okay. So, does the use of various accounts reduce HQD and HQT exposure and related earning variances?

A. The - let's just take us to step back for a moment - the earning sharing mechanism is designed to address variances that are not covered by a variance account. So, to the extent that I focused on variances, it was, variance accounts, it was only to determine how they might impact those net variances because that's what I'm focused on, what are the net variances. And I was particularly

concerned that if I was looking at historical data, that if there were changes, I should at least understand those because it might affect those total variances. It would by definition, well I can't tell you which direction. It could go in either direction. That's the purpose of a variance account is that you don't know what direction things are going to go so it, it may result in higher payments by customers or lowers, you know, you don't know. So I was focused really on the impact of those variance accounts on this large leftover amount that I'm designing the earning sharing mechanism for. As it turned out in this going forward, there's no proposal to change though so that I can rely. I felt comfortable relying on the observed historical variances.

Q. [98] Thank you. You made reference, minutes ago, about the pen... pensions, pension variance account, not one minute but maybe a couple of minutes ago, it's ten or fifteen (15) minutes ago. So, in your view, did the addition of such a pension variance account in twenty eleven (2011), as you know, further reduce HQT, HQD and HQT ex... exposure associated with pension programs and related earning variance?

A. So by adding a variance account?

Q. [99] Yes.

A. It would have changed the... the total net amount of everything that's not covered by a variance account, so it would have changed the... that total pot but I don't recall in which way. I'd have to look at the data to, to sort of comment beyond that but, because it is the data that is available.

Q. [100] But, but the addition of such a pension variance account, does... does that reduce HQD and HQT exposure and would... could have the... the impact of bringing down the, the possibility of over-earnings?

(11 h 44)

A. I'd have to look at the data, I mean, "exposure" is kind of a, I'm struggling with the use of the word "exposure".

Q. [101] Yes, okay, no problem, no problem.

A. But it would change the net variances of what would be addressed by the earnings sharing mechanism.

Q. [102] Okay, so... one minute, please, s'il vous plaît... so you would like to look at the numbers, so I don't want to give you too much lessons, I mean, homework -- sorry -- if I may say, but could you take the undertaking of looking at the impact

caused by such a pension deferral account? And I'm going to reformulate the undertaking, if you want. So... un instant...

My question was, did the addition of a pension variance account in twenty eleven (2011) further reduce HQD and HQT's exposure associated with pension programs and the related earning variance? That was my question, then you offered to make a... look at the numbers so, and then could you have a, provide an opinion based on those numbers, if...

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je vais m'objecter à cette demande d'engagement-là. Premièrement, je pense que maître Turmel a été en mesure de poser certaines questions à monsieur Yardley sur la façon dont un compte pouvait avoir un impact, mais là, on demande à monsieur Yardley de fournir une opinion additionnelle en regardant des chiffres sur la variation de l'« exposure », qui est un terme utilisé ici.

Puis on ne sait pas trop à quoi maître Turmel réfère, est-ce qu'il réfère, est-ce qu'il va utiliser ça éventuellement pour revenir à la question du risque d'affaires? Je ne vois pas la

pertinence d'aller dans ce détail-là, premièrement; et deuxièmement, je pense que ça déborde du cadre du témoignage de ce panel-ci. Alors je m'objecte à la prise de l'engagement sur cette base-là, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT :

Maître Turmel, est-ce que vous avez... Me

ANDRÉ TURMEL :

Oui, je...

LE PRÉSIDENT :

... d'autres comptes pour lesquels vous voulez faire des tests par après?

Me ANDRÉ TURMEL :

Des tests, non, Monsieur le Président, je n'entends pas faire des tests. Mais je peux peut-être poser une question qui va être plus simple, qui va peut-être nous éviter l'engagement, pour avancer.

LE PRÉSIDENT :

Allez-y.

Me ANDRÉ TURMEL :

Et là, je veux juste m'assurer que je comprends bien ce que mon expert me suggère, si vous permettez... O.K.

Q. [103] Sorry, sir. So I have a question that may help us to make some progress here. So if a smaller

portion of expense is not covered by a variance account, okay, would it reduce the potential of earning variances?

A. Okay. I think there was a double negative in there, so I am focused.

Q. [104] Okay.

A. As advised, not that I need that advice when I'm being cross-examined but... perhaps repeat or restate...

Q. [105] So if... I'm sorry, go on... okay, I'm sorry, do you want me to rephrase it, to ask it again?

A. If you'd like.

Q. [106] Okay.

A. I can answer what I think I heard but...

Q. [107] So if we have a, as a result of no dose, let's put it that way, let's, for instance, we use a variance account, that could be a pension account, or some other account, variance account, if a smaller portion of expenses are not covered by a variance account, okay, would it reduce the potential of earning variances?

I mean the fact that it goes, you had here and there a variance account, okay, the fact that you had a variance account would normally reduce... okay, go on, if you want to add something?

Me ÉRIC DUNBERRY :

Monsieur le Président, j'allais simplement dire que, de ce côté-ci, on ne comprend pas la question. Alors j'allais peut-être demander qu'elle soit coupée en deux parce qu'on ne la comprend pas, pour être bien honnête, alors j'ai de la difficulté à imaginer que le témoin puisse y répondre, là. Peut-être la couper en morceaux, en faire une question à deux temps peut-être?

Me ANDRÉ TURMEL :

L'important, c'est que c'est le témoin qui comprend les questions, non pas le procureur. Mais je vais quand même me réessayer, Monsieur le Président.

Q. [108] So, Sir, you are in agreement that a variance account plays a role in reducing variances?

A. You know what, it's not... it's not that simple, in my view.

(11 h 50)

Q. [109] But you have to testify, no problem, okay.

A. Okay. So, why do we have variance accounts? We have variance accounts because, you know, both sides agree, we have this item, it's significant, it's hard to predict, it could go in either direction. It's beyond the control of the utilities. So, if we're talking about variance accounts, let's just

start there. Okay? So I think we have a general understanding, it's not... We're not in a situation... And generally, the... I think both, all the parties would agree this qualifies, this doesn't. Occasionally there is some debate and it's resolved, and maybe the Board is asked to resolve it.

But now we're talking about sort of the net effect. And I'm hesitating, because it really, you know, there is a lot of... I don't know if the variance account that's being added or removed is something that perhaps, historically, has tended to dampen the variances, which it might have, because I'm focused on the total of all variances. That's the point of the ESM. So I don't know if that account is, you know, dampening, you know, serving that purpose, or if it's tending to, you know, increase them. But whether it is or it's not, the point of the variance account is that you don't know, even... And if you look at the variances, you don't know, even if it was three negatives the last three years, I don't know what next year is. That's the point of the account. That's why we have those accounts. We don't know.

So, even if I might be able to look at data

and try to respond to this question and say, "You know, I think if we remove this account, you know, that'll lower the total variances", well it might have done that in the last two years, and it might not next year. So that's why I'm... That's why I'm hesitating in responding. And so, I hope I've explained the source of my hesitation.

Q. [110] Let's take another angle. Go to page 12 of your evidence, if you want, at lines 16 and 17. You write there that, first, HQT is relatively insulated from variations in revenues. So my question to you is, when you say that, when you wrote that, does... My question to you, Sir, is does this reduce HQT's exposure and related earning variances, the fact that HQT is relatively insulated from variations in revenues?

A. I don't know which way those variances are going to go. They could be positive or negative. And I think you're... If I understand the question you're asking me, how it might affect the aggregate of all variances...

Q. [111] Non, c'est the related earning variances. The related...

A. Which... Which variances are related... I'm not...

Q. [112] To the... To the... To the variation in

revenue for HQT.

A. I'm sorry, I don't... I... What's the question that's on the table at the moment?

Q. [113] Okay. I'll repeat. Okay? So, at page 12, line 16, you wrote:

First, HQT is relatively insulated from variations in revenues.

Do you still agree with that statement?

A. Yes.

Q. [114] Okay.

A. And the word "relatively", it's a point of comparison between HQT and HQD, which is the question that's being responded to.

Q. [115] Okay. So when you say... when you wrote that, does that mean, do I interpret you correctly that this reduces HQT's exposure and related earning variances? That was my question.

A. It means that the... the amount of variances that would be covered by the EMS for HQT would not include variances that were attributable to revenues.

Q. [116] Okay. Okay, now page 5. Page 5, around line 10, you wrote the following:

It is more likely that the realized ROE will deviate from the authorized

ROE as the length of time that rate will be in effect increases, in part because longer time period increase the incentive that utilities have to pursue operating efficiencies.

So I just have a general question to understand what's been written. So, if HQ, in a year, encounters costs that are increased above forecast... It happens, right? Would you expect Hydro-Québec to reflect the ongoing effects of these increases in its forecast revenue requirement for the next year?

A. I... I don't prepare HQD or HQT's revenue requirement forecasts, so I'm not sure what they would do.

(11 h 55)

M. STÉPHANE VERRET :

R. Justement, sur ce point, si vous me permettez, Maître Turmel, l'établissement du revenu requis, donc la détermination du revenu requis aux fins des tarifs, on n'est pas ici pour discuter de comment le revenu requis va être établi au niveau tarifaire. C'est une question appropriée qui doit être débattue dans le cadre du dossier tarifaire et non pas dans le cadre de ce dossier-ci. Ici, on est

en train de regarder, lorsqu'il y a un écart qui est généré entre le rendement autorisé et le rendement réalisé, comment on traite globalement cet écart-là.

Alors, c'est deux moments complètement différents. Un, vous vous situez au début du processus, dans le temps de fixer des revenus requis. Ce qu'on vous dit c'est qu'il n'y a pas de changement au régime réglementaire actuel qui est prévu. Et on ajoute à ce régime-là un mécanisme de traitement des écarts de rendement. Alors, il y a une distinction nette, je pense, qui doit être faite entre les deux.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [117] Merci. I'm not here to discuss the framework or rate preparation, it's not the point. Maybe I was not clear, so I'll repeat. So... Because we agreed that we are here from time to time, there may be forecasts, and forecasts may be not met. You agree with that?

M. ROBERT C. YARDLEY :

A. Yes, positive and negative. I agree.

Q. [118] Positive and negative? Okay. So, if such an hypothesis happen, that the costs are higher than what was expected, I just want to know, in your

view, would you expect HQ to reflect the ongoing effect of these increase, you know, of cost being higher than expected in its forecast revenue requirement for the next year? In fact, the question is, what is the impact of what's happening this year, with such a variance, in the... and how it's being used in the current year and the following year? Because it has an impact. Will it be there, it will repeated? I just want to understand this from you.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je vais m'objecter à cette ligne de questions-là de la part de maître Turmel. Je pense que monsieur Verret a répondu à la question, à la première question à laquelle maître Turmel avait exposé le témoin Yardley. Et maître Turmel pose des questions maintenant sur quelles seront les considérations dans la méthodologie d'établissement du revenu requis, et je pense que monsieur Verret a été assez clair sur la question voulant qu'on n'est pas ici pour discuter de comment on établira ou comment on a établi le revenu requis. On est ici pour regarder, à la fin du terme, comment, quel est le mécanisme pour traiter les écarts.

Alors, je m'objecte à ces questions-là, que ce soit adressé à monsieur Yardley ou à d'autres membres du panel, de façon générale.

12 h 00

Me ANDRÉ TURMEL :

Monsieur le Président, c'est pertinent, parce que, on est ici pour... HQ vient ici, dépose des demandes tarifaires avec des prévisions, elles sont bonnes, elles sont moins bonnes, elles sont contraires aux lignes directrices ou elles ne le sont pas; arrive la fin de l'année, elles s'avèrent ou ne s'avèrent pas. Il y a un rapport annuel.

Alors, voici le processus qu'on connaît. La question c'est : Quand, par exemple, si l'efficience a été réalisée ou pas, la question c'est, comment on traduit ça dans l'année actuelle? On le voit au rapport annuel. Mais qu'est-ce qu'il reste de ces écarts dans l'année qui suit quand on prépare... est-ce qu'on efface tout? Est-ce qu'on bâtit sur les écarts de l'année passée, l'an passé?

C'est ça, on veut comprendre. Donc, est-ce qu'il n'y a aucun effet? C'est comme deux années isolées? On essaie de comprendre s'il y a un impact. Si on me dit, il n'y a pas d'impact, Maître Turmel, il n'y a pas d'impact. Nous, on veut savoir

ce qui se passe cette année. Il y a une variance. Alors, l'année suivante, dans le revenu requis comment cela est traité? On ne veut pas faire de la méthodologie du revenu requis, Monsieur le Président.

On veut juste savoir, et je suis toujours dans le traitement... dans la question de quel est l'impact de ces écarts-là dans les années actuelles, mais les années à venir.

Bref, la question c'est : On a beau regarder le mécanisme d'écarts pour l'année en cours, mais est-ce qu'il y a un impact dans l'année subséquente? Peut-être que ma question devrait être ça. Est-ce qu'une fois qu'on a regardé l'écart entre ce qui a été autorisé et réalisé, est-ce qu'il y a un effet qui perdure dans l'année suivante au-delà de la méthodologie?

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je comprends qu'il y a peut-être d'autres représentations sur le sujet. Je vais attendre à la fin vous revenir.

LE PRÉSIDENT :

Oui. Maître Sicard, vous avez des petites choses, vous voulez intervenir?

Me HÉLÈNE SICARD :

Oui, dans le sens où la question que pose mon confrère maître Turmel est importante pour l'Union des consommateurs dans le contexte où on nous dit que ce MTR devrait nous mener à faire de l'efficience. Plusieurs questions sur le calcul, comment, puis tout ça, comment ce sera suivi, c'est autre chose. Mais doit nous mener à ça. S'il y a efficience, il doit y avoir un suivi de cette efficience-là d'un dossier tarifaire à l'autre. Il faut qu'elle se répète. Il faut qu'on le voit. Le MTR doit quelque part avoir des conséquences positives à long terme pour les clients. Et il faut que ce soit vérifiable. Il faut que la Régie puisse le voir, le regarder, le constater.

Alors, quels seront les mécanismes en place pour ça? Où vont mener les questions de mon confrère? Je le laisse aller. Mais je pense que ces questions-là sont cruciales au présent dossier et non pas pour voir qu'est-ce que vous allez choisir comme mécanisme et comment vous en ferez le suivi. Et ce n'est pas... Ça ne doit pas être pelleté, si vous pouvez me permettre l'expression, dans le dossier tarifaire. Je vous remercie.

LE PRÉSIDENT :

Maître Hivon.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, alors je pense que l'intervention de maître Sicard est encore plus claire. De toute évidence, la question qui est posée à monsieur Yardley et à laquelle monsieur Verret a déjà répondu, c'est : Lorsque vous regarderez le revenu requis dans la prochaine cause tarifaire, quelles seront les modifications ou pas qui pourront être apportées? Cette question-là fera l'objet de propositions ou de représentations dans le cadre du dossier tarifaire.

Alors, il ne s'agit pas ici d'un simple suivi de comment on va appliquer le mécanisme pour remettre l'écart retenu? Chose à laquelle monsieur Yardley pourrait répondre. Mais il s'agit de savoir dans la prochaine cause tarifaire, est-ce qu'il y aura des suggestions ou des représentations à faire sur un traitement différent ou pas. Et cette question-là ne devrait pas faire l'objet du présent contre-interrogatoire, ne fait pas l'objet du présent dossier.

Comme la Régie l'a très bien mentionné dans différentes décisions procédurales, nous sommes ici

pour regarder la proposition de mécanisme et pour adopter un mécanisme de traitement des écarts de rendement, et non pas pour discuter de comment le revenu requis devrait être calculé dans une prochaine cause tarifaire, Monsieur le Président. Et je pense que c'est important de limiter le débat à ce qui est véritablement l'objet du présent dossier, c'est-à-dire l'adoption d'un mécanisme de traitement des écarts.

LE PRÉSIDENT :

Maître Turmel, vous avez... Pour cette ligne de questions, vous en avez pour combien de temps avec cette ligne et les prochaines?

Me ANDRÉ TURMEL :

Pardon, Monsieur le Président. J'en ai pour cette ligne de questions encore peut-être pour... bien, là, c'est qu'on a été un peu interrompu, mais peut-être dix minutes. Ensuite, j'étais à la moitié de... Après ça, j'en ai peut-être encore pour un quarante-cinq (45) minutes.

LE PRÉSIDENT :

On a déjà une bonne idée. Mais, écoutez, on va prendre la pause lunch puis on va revenir après le lunch, c'est-à-dire à une heure et cinq (1 h 5). Me ANDRÉ TURMEL :

Très bien. Merci.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

(13 h 11)

LE PRÉSIDENT :

Rebonjour à tous. Maître Turmel, on a eu le temps d'en discuter sur l'heure du midi. Ce que j'aimerais c'est que vous peut-être clarifiez votre un peu votre question parce que, après discussion, on n'avait pas tous compris la même chose donc je vous inviterais à clarifier votre question. Puis j'avais l'impression que monsieur Yardley n'avait pas non plus saisi, en tout cas, c'est peut-être un feeling que... Donc, est-ce que vous pourriez re-préciser votre question s'il vous plaît.

Me ANDRÉ TURMEL :

Monsieur le Président, je vais revenir, mais je vais passer à une autre question parce que je m'étais préparé sur un scénario X ça fait que j'ai... Je vais revenir sur cette question-ci un peu plus tard, mais si vous permettez, je vais continuer sur un autre sujet qui est un peu associé. So good afternoon Mr. Yardley...

LE PRÉSIDENT :

Peut-être un instant Maître Turmel. Me

ANDRÉ TURMEL :

Oui. O.K.

LE PRÉSIDENT :

Oui, bien, évidemment Maître Turmel, je comprends que vous allez revenir avec votre question, mais moi, ce que je vous ai demandé, c'est de la préciser davantage puis je considère tout le temps qu'il y a une objection de levée... de soulevée, excusez-moi, par...

Me ANDRÉ TURMEL :

O.K.

LE PRÉSIDENT :

... le demandeur.

Me ANDRÉ TURMEL :

Très bien. Alors je vais la, bien je vais la préciser en la... Dans le fait, donc je vais m'expliquer avec vous avant de poser ma question. Dans les faits, ce qu'on cherche à savoir, Monsieur le Président, c'est : est-ce que monsieur Yardley, dans la préparation de son rapport ESM, a considéré que le changement dans les dépenses, dans les variances, là, peut ou pas se refléter dans la prévision du revenu requis quand il a préparé son

ESM. Puis je vais le dire en anglais, c'est peut-être plus facile, là.

Q. [119] Mr. Yardley, did you consider how changes in expense may or may not be reflected in HQ forecast revenue requirement in designing your ESM recommendation?

Alors est-ce qu'il fait le lien entre l'année actuelle et l'année... Est-ce qu'il y a eu un impact? Est-ce qu'il en a tenu compte? C'est une question encore plus générique, je vous dirais, on n'a même pas à aller dans la méthodologie, là, alors la question c'est : est-ce qu'il a considéré cet élément-là? C'est... O.K. C'est peut-être... Le lunch nous aide à clarifier nos idées parfois, là, mais j'espère que c'est plus clair.

LE PRÉSIDENT :

C'est plus clair. O.K. On y va. Me

ANDRÉ TURMEL :

Je peux continuer?

LE PRÉSIDENT :

Oui.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [120] O.K. Parfait. So back to you Mr. Yardley. So with respect to the question we had previously to the lunch, the question to you again is in

preparing your ESM proposal in that file did you or not consider how changes in expenses may or may not be reflected in HQ forecast revenue requirement for the year to come? Did you consider that element or not?

Mr. ROBERT C. YARDLEY:

A. I understand that there are annual rate cases, that's the general process I suppose one or another business unit may skip a year from time to time, and I assume that the revenue requirement will be established in the new case. I didn't really focus on sort of how that new case is put together but I assume that as a result of the rate case, and I'm not involved in the rate case process, that some decision is made with respect to the revenue requirements.

Q. [121] Okay. Thank you. A question to you, Sir. Can conservative forecast have an impact on over earnings?

M. STÉPHANE VERRET :

R. J'aimerais apporter un élément de réponse à cette question.

(13 h 16)

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [122] Bien, sauf, excusez-moi... Excusez-moi, on

peut, je pose la question à l'expert, s'il est possible que l'expert réponde. Peut-être, Monsieur Verret, vous voudriez compléter après, si vous le permettez, il me semble que la question est une question assez précise, courte pour une fois.

Mr. ROBERT C. YARDLEY :

A. So back in English?

Q. [123] Yes, yes, sorry. So I will repeat my question -- so your calling, Mr. Verret, you may want to comment but I'll ask you first to answer, if you want, so...

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Excusez-moi, Maître Turmel. Je voudrais juste mentionner, Monsieur le Président, qu'il y a un panel pour répondre aux différentes questions et monsieur Verret souhaitait apporter un élément peut-être en introduction sur cette question-là et là, maître Turmel insiste pour que sa question soit d'abord répondue par l'expert. Mais je pense qu'il faut avoir une certaine flexibilité au niveau du panel de témoins qui est présenté.

LE PRÉSIDENT :

Je suis en accord avec vous, Maître Hivon. Me

ANDRÉ TURMEL :

La flexibilité que j'offrais, c'était que, comme

j'adresse ma question à monsieur Yardley, qu'il réponde, et ensuite qu'il complète. Me semble-t-il, il y a un rapport d'expert, je contre-interroge, je veux dire...

LE PRÉSIDENT :

On va arriver au même... Me

ANDRÉ TURMEL :

C'est ça.

LE PRÉSIDENT :

... aux mêmes fins, là, ça fait que... vous pouvez y aller, Monsieur Verret.

M. STÉPHANE VERRET :

R. O.K., parfait, merci. Alors votre question portait sur le conservatisme, comme vous appelez, des prévisions. Je pense que c'est important d'apporter une précision à ce moment-ci. J'ai lu dans plusieurs mémoires où on parle de cet aspect-là et, encore une fois, lorsque vous parlez du conservatisme des prévisions, vous parlez d'un sujet qui est normalement abordé dans les différents dossiers tarifaires.

Ce sujet-là, au niveau des prévisions, donc l'établissement d'un revenu requis, année après année, on présente des prévisions à la Régie, ces prévisions-là sont étudiées dans le cadre du

dossier tarifaire, il y a des milliers de questions qui sont posées année après année pour venir préciser ces prévisions-là, alors moi, personnellement, ce que je vous dis, c'est que c'est un sujet qui est pertinent, c'est un sujet qui est pertinent pour les dossiers tarifaires et ce n'est pas un sujet qui est pertinent pour le dossier ici.

Monsieur Yardley, dans sa présentation, puis je lui cède la parole, a parlé de l'asymétrie de l'information et je pense que sa position était très très claire à ce sujet-là.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [124] Merci. Mr. Yardley, question -- can a conservative forecast have an impact on over earnings? That's a general question, it's even more...

Mr. ROBERT C. YARDLEY :

A. Yes.

Q. [125] ... and I'm not making any reference to a case, in general, sir, from your experience, can a conservative forecast have an impact on over earnings, over earnings which is the matter, the subject in that file?

A. I did discuss this briefly this morning, and I

think Mr. Verret just discussed the rate case process. But just stepping back for a moment, I had a data request response on this, I apologize, I don't recall the number, but I assumed that, for purposes of designing the ESM, that the result of the rate case process is a fair, rational expectation of what will happen in the future, that the rate case process will produce, through the various opinions and discovery, will produce a forecast that the Board ultimately decides is the appropriate forecast in the future.

So to that extent, that was the basis, that's an assumption that I used. I have since obviously, as I've become more focused on this issue, I've seen that it's an issue, and I would say it's not an appropriate issue for the earnings sharing mechanism, as I said this morning, the earnings sharing mechanism isn't really designed to get at this issue, if it is an issue. But if it is, the rate case process would be the appropriate place to address it. That's my opinion.

Q. [126] So what does...

Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

R. Maître Turmel, simplement pour indiquer que la réponse à laquelle faisait référence monsieur

Yardley se retrouve en complément, en réponse au complément de preuve demandé par la Régie à la question 16.1.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [127] Sir, what does cost over earnings?

Mr. ROBERT C. YARDLEY :

A. So...

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je pense qu'on continue dans la même ligne de questions qui a fait l'objet d'une objection avant le lunch. On a la même objection, là, et je comprends que vous avez permis, ou maître Turmel a adressé un certain nombre de questions plus globales et les témoins ont répondu de façon assez claire que c'étaient des questions qui faisaient l'objet de la cause tarifaire.

(13 h 21)

Alors on aimerait une décision de la part de la Régie sur cette question de principe, là, sur jusqu'où on va aller sur cette question-là. Je pense que la question a pu être abordée de façon générale, là mais on aimerait avoir la décision de la Régie pour ne pas avoir à se lever à chacune des autres questions que maître Turmel va avoir.

Me ANDRÉ TURMEL :

Monsieur le Président, nous sommes dans la question des écarts de rendement. Et, là, la question que je pose à monsieur, qui est très très générale, c'est qu'est-ce qui cause les écarts? Écoutez, je ne suis pas, là, je ne suis pas dans l'autre dossier, dans l'autre sujet. Je veux qu'il me donne les éléments. Et il l'aborde d'ailleurs dans sa preuve. Je veux revoir avec lui certains aspects. Il en a discuté ce matin. « What does cause over earnings? » « Over earnings », c'est sa thèse, c'est le sujet dont on traite dans ce panel.

Dans quel panel vais-je adresser cette question? C'est une question très générale. Si je ne peux pas poser cette question-là, je ne peux pas continuer à ma question, et ma question qui a été posée avant, c'est : Est-ce qu'on a tenté de... le panel tente de dire, de faire... Je pose la question à monsieur Yardley : Does conservative forecast, est-ce que ça existe? Can it be a cause of over earnings? Et je ne dis pas que c'est le cas... Je ne suis pas dans le dossier actuellement pour savoir dans ce cas-ci : avez-vous regardé les faits, on n'en est même pas là. Je pose la question à un expert. Et l'expert en « earning sharing

mechanism », « earning sharing mechanism », écarts au rendement qui sont causés par des faits constatés. Et ces faits constatés, je lui demande : bien, qu'est-ce qui cause de telles variances? Écoutez, si on m'empêche de poser cette question-là, on me coupe les ailes et les pattes en même temps.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, il y a une question générale qui a été posée à monsieur Yardley. Il a répondu. J'ai présumé que le dossier tarifaire, la résultante d'un dossier tarifaire, ce sont des prévisions qui sont... on pourrait reprendre ses mots qui sont « fair », revues et approuvées par la Régie, et voici ce que j'ai pris en compte en ce qui concerne les prévisions pour les fins de mon analyse.

Nous sommes ici dans un dossier qui regarde lorsqu'un écart aura été constaté, comment devrait-il être partagé? On n'est pas ici en train de faire l'étude de l'origine de ces écarts-là. Je comprends que c'est là où maître Turmel veut aller. Il l'a mentionné à plusieurs reprises, mais ce n'est pas l'objet du dossier. Et nous nous objectons encore une fois formellement à ce qu'on commence à

questionner les clients et les témoins sur l'origine et qu'est-ce qui peut causer ces écarts là. On est ici pour voir comment l'écart qui aura été constaté en fin d'année devrait être partagé. LE PRÉSIDENT : Maître Sicard.

Me HÉLÈNE SICARD :

Encore une fois, je me sens lourdement interpellée. Dans un premier temps, la Régie elle-même a posé des questions dans ses DDR, à savoir si Hydro-Québec était en mesure d'identifier quels sont les écarts d'efficience et quels sont les écarts dus à des prévisions. Donc, le sujet intéresse la Régie. Le sujet intéresse également les consommateurs d'autant plus que monsieur Yardley, dans sa présentation ce matin, et je suis à la page 2, nous dit, et c'est dans sa preuve.

Purpose of a Sharing Mechanism.

Earnings are likely to deviate from the authorized level of earnings due to :

a) factors beyond the control of the utility that are not addressed by variance accounts, including the normal ebb and flow of the business;

and

b) utility efforts to operate more
efficiently.

Dans le point a), c'est quand même assez vague, je pense que des questions peuvent être, je vous soumetts que des questions non seulement peuvent, mais doivent être posées par les intervenants pour clarifier qu'est-ce qui nous amène à soit un surplus, soit un déficit. C'est quels éléments? Et ces éléments-là, si la Régie veut rendre une décision éclairée sur le type de mécanisme ou de traitement des écarts qu'elle mettra en place, nous, on vous soumet que ces éléments-là sont très pertinents.

Et j'en reviens à mon argument de tout à l'heure que ma consœur n'a pas bien saisi quand j'ai entendu sa réplique. L'efficience, on nous dit qu'on veut ce mécanisme-là, entre autres, et qu'on veut un cent points de base pour inciter le Distributeur à faire de l'efficience. Mais nulle part n'est-on en mesure de nous dire quelle efficience est effectuée ou comment, quel suivi on ne veut pas d'indicateur, on ne veut pas d'incitatif. Alors, à côté de l'efficience, il y a tout le reste qui cause des écarts.

(13 h 26)

Je pense qu'il est essentiel qu'on pose des questions et qu'on comprenne bien c'est quoi tout ce reste-là et quel contrôle un distributeur, entre guillemet, celui-ci ou un autre, a sur ces autres écarts là et de quelle façon il l'exerce. Et je comprends les questions de mon confrère comme étant exactement dans ce sens-là et si lui ne peut pas les poser, moi, je vous le dis tout de suite, je reviens avec des questions très semblables à ça. Alors, on sera ici longtemps.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Peut-être pour conclure en répondant à maître Sicard et à ses représentations. Je pense qu'il y a une distinction à faire entre le fait qu'il existe des écarts pour lesquels un mécanisme devrait être mis en place, ce que monsieur Yardley a mentionné dans sa présentation, et quelle est l'origine de ces écarts-là, qui relève d'une question de... d'étude des prévisions lorsque, dans un dossier tarifaire, on établit le revenu requis et où les intervenants et la Régie peuvent poser toutes les questions sur l'établissement des prévisions à ce moment-là.

Alors, l'objection est la même, je pense

qu'il faut juste, ici, distinguer entre l'intérêt de savoir ce qui pourrait ou ne pas faire l'objet d'une prochaine cause tarifaire en étudiant les prévisions et le fait qu'il existe un écart, par la force des choses, lorsqu'on parle de prévisions et quel est le mécanisme qui devrait s'appliquer à cet écart-là et c'est sur cette question-là où nous traçons la ligne. Nous considérons que l'origine des écarts n'est pas pertinente pour les fins de l'établissement du mécanisme.

Me ANDRÉ TURMEL :

Et, en terminant, Monsieur le Président, parce que je sais... je comprends très bien ce qu'ils recherchent. En faisant cela, ils veulent complètement évacuer la preuve déposée par monsieur... monsieur... la FCEI, notamment celle... la preuve factuelle où on présente un peu l'origine des écarts de rendement. Pourquoi faisons-nous ce dossier aujourd'hui? Pourquoi la Régie a-t-elle été sensibilisée? C'est parce qu'il y a eu, dans les faits, concrètement, une réalité réglementaire constatée dans la décision.

Et ce qu'on vous amène à vouloir faire aujourd'hui, c'est de dire : Ne faisons... ne gardons de ce dossier que purement théorique, ne

regardons que la simple mécanique des trois éléments simples - comme dit monsieur Yardley - c'est simple, on joue avec un, avec deux, avec trois et puis faisons ça sans tenir compte de la réalité. On n'est pas ici en cause tarifaire, Monsieur le Président, on le sait bien. On assez d'expérience tous ici pour ne pas refaire une méthodologie comme tente de nous amener monsieur Verret, monsieur HQT... « monsieur HQT »! Monsieur HQT et monsieur HQD, voilà. Pardon. Monsieur Verret et monsieur Hébert. Bien, écoutez, on les connaît comme ça depuis dix (10) ans. Mais je pense que... voilà. Alors donc, l'objectif c'est que... Et, oui... et derrière le fait de s'objecter à une petite question, on tente de complètement mettre de côté une preuve qui n'a pas été contestée depuis le début. Et on ne veut pas faire perdurer indûment le débat, je pose une question... écoutez, je la pose... je l'ai posée de manière la plus théorique possible à l'expert en ESM : « Can conservative forecast have an impact on over earnings? » Qu'il me dise oui ou non et j'arrête là.

LE PRÉSIDENT :

Donc, on va rejeter l'objection du demandeur et on va vous permettre de poursuivre vos questions en

étant, encore une fois, les préciser davantage, être clair. Merci.

(13 h 30)

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [128] Mr. Yardley?

R. Yes.

Q. [129] I would repeat the... my... my question. So, to you, to your opinion, can, can conservative forecast have an impact on over earnings?

M. STÉPHANE VERRET :

Juste avant que Monsieur Yardley apporte un élément de réponse, je pense que je dois vous dire, Monsieur HQT voudrait vous dire un commentaire, je dois vous dire que je ne partage pas du tout votre évaluation en disant que les, les prévisions de l'entreprise sont conservatrices. Ça, je ne partage pas du tout ce point de vue là.

Me ANDRÉ TURMEL :

D'accord, mais ma question, ma question est théorique à Monsieur Yardley pour le moment o.k.?

Q. [130] So Mr. Yardley, are you okay for, you got the, you got the answer? Have you got the... are you okay to...

R. I'm trying to keep track of the question...

Q. [131] Thank you.

R. ... first but, the... so part of the rate case forecast, part of the rate case process is forecasting what you think will happen and what actually happens, as I indicated and discussed this morning, is that there will be differences, many, many differences, some positive, some negative due to factors beyond their control. There will also be differences as a result of actions taken by the company to generate efficiencies and I think we can all agree that's something we want to happen.

So let's come back to the notion of conservative forecast and, you know, I think it would... it might be clear, I'm not asking the questions but I think there was a reference made and a couple of different points to unduly conservative forecasts and so, okay, we've got this concern there's unduly conservative forecasts. I'm not suggesting that there's some bias and that's an issue that should be run to ground. It shouldn't be run to ground through the ESM.

The ESM is not designed for that purpose but it's in everyone's interest to, to discuss it and resolve it. This issue of distinguishing between, you know, forecast differences which we... we know will happen and efficiency results as a

totally different question. It sounds like we'll get into it later but for purposes of designing the ESM, I was focused on its... its primary advantage which is to just focus on the variances. You know, what are they? Let's focus on those and do so in a way that we can address the issue, do so in a way that doesn't harm what we all want to happen which is to create these efficiencies to, you know, discuss later. So that's, that's another whole topic that we, we may get into at some point.

Q. [132] Okay. So, so I gather, and correct me if I'm wrong, from your answer, that in fact, you did not consider, and I say the possibility, I'm not saying it's conservative but for, for the sake of the question, that you did not consider the possibility that HQ use conservative forecast when designing your ESM?

R. I have not looked at the forecast so, I have not considered it.

Q. [133] Okay.

R. Obviously, I thought about it, reflected on it. You know, what's the best way to approach it from a regulatory strategy respectable of what would be best for all of the parties and the Board, so I thought about it in that light subsequent to filing

my testimony.

Q. [134] Okay. Thank you. Okay, now moving on to the impact of an asymmetric ESM on efficiency incentive. So, under the ESM that you've proposed that, or that is being proposed here, if for instance HQD or HQT, let's... let's check the hypothesis that is being adopted by the Régie, and in, if in a year HQD or HQT does not earn more than its authorized return, let's say that they are under, would the savings from any efficiency improvement be retained by the utility and help offset any other earnings? In fact, so...

R. I'm sorry, I didn't, I didn't hear the question.

Q. [135] Okay, sorry. So, so let's assume that we're taking into account what's being proposed and let's say that the Régie adopt that proposal.

R. Okay, yes.

Q. [136] So, we... we work with your... the ESM. If, in the case, if, in a potential case, HQD or HQT does not earn more than its weight of return, weight of return...

R. It earns less than its...

Q. [137] Yes, under, okay, there's a under earnings...

R. Okay.

Q. [138] ... okay? In that situation, would the

savings from any efficiency improvement that could exist be retained by HQ and help offset any under earnings? Would the... Would the... Would the energy... Would the efficiency...

(13 h 35)

A. If... If they hadn't pursued any efficiency? So I would imagine, in a year like that.

Q. [139] Yes.

A. So, obviously, management would be aware of that before the end of the year. They would see the potential for that. I don't know what caused the underearnings, but it could have been, you know, negative forecast variances. So, in response to that, you know, it's... From management's perspective, it's all one pot.

So, if they were paying attention, what they would do is try to minimize the impact. So they would make certain directions, as I said this morning, not just to maybe the department that caused it, but probably more broadly. Cut overtime, no more temporary workers, any number of things within their ability that didn't adversely affect the quality of service. So that's really the benefit. That's why it's so... it's not appropriate to talk about, as if they're sort of two separate

buckets. They're so interrelated, in terms of how the company operates, we want the company to respond to variances and to react. That's what we want to happen.

Now, they would retain those variances, they should retain those variances. We shouldn't distinguish between the source of the variance in deciding how the ESM should work. That is the purpose of the ESM, is to have sort of this one pot of dollars, one pot of variances, and avoid having to try to figure out where it comes from.

But we do know that the company doesn't have two divisions, one that sort of focuses on forecast differences and one that focuses on efficiencies. It's all... It's all happening at the same time, and that's the way it should work. So this broad, blunt instrument is consistent with the way that the company operates. And if we were to change that, now, instead of management, so we're in the middle of the year, we're, you know, and now, instead of management sort of focusing on everything they need to do, what, they're supposed to be thinking about some earning sharing mechanism, and how it might be applied or calculated at the end of the year? That's not what

we want. That's... That's likely to lead to some suboptimal solution.

So the purpose of the ESM is completely consistent with the way we want the utility to operate. It reflects the... I mean, unless you may want to comment on this. But it reflects the way the business actually functions. That's the reality.

Q. [140] Okay.

M. STÉPHANE VERRET :

R. Une chose est certaine, Maître Turmel, dans votre exemple. C'est que s'il y a un taux de rendement réalisé inférieur au taux de rendement autorisé, il n'y a que la compagnie qui va subir la perte.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [141] Oui mais la question, c'est qu'il n'y a pas... La question, c'était les mesures d'efficience... les réductions qui proviennent des mesures d'efficience, elles sont... sont-elles... Et les mesures d'efficience réelles sont-elles utilisées pour venir s'appliquer offset against the under earnings. Et je ne suis pas sûr que monsieur a compris. Peut-être que vous...

R. Quand...

Q. [142] ... qui êtes dans le day-to-day, là...

R. Lorsque monsieur... je pense que monsieur Yardley avait effectivement bien répondu. Essentiellement, ce qu'il mentionne c'est que le résultat final est le résultat d'une multitude de facteurs qui peuvent varier. Une multitude de facteurs. Des facteurs qui sont sous notre contrôle, des facteurs qui ne le sont pas. Il y a une multitude d'éléments. Et le mécanisme de traitement des écarts vise justement à venir traiter le résultat final. Alors, dans votre exemple, le résultat final c'est quoi? C'est un rendement réalisé inférieur au rendement autorisé, donc c'est l'entreprise, avec la proposition qui est faite d'un traitement asymétrique, qui va subir entièrement cette perte-là et il n'y aura pas d'argent qui va... qu'on va aller chercher auprès de la clientèle, ce n'est que l'entreprise qui va subir la perte.

Q. [143] C'est intéressant. Sans, par ailleurs, qu'on ait identifié la source. Vous dites... tout à l'heure on disait que c'était « one pot », je ne sais pas si c'est monsieur... qui a dit ça, monsieur Yardley, là, ou...

R. Si c'est en anglais, il y a des bonnes chances que ce soit lui.

Q. [144] Oui... ah! des fois, on ne sait jamais. Donc,

c'est un traitement global, ce que vous dites, dans le « management », là?

R. Absolument. Ce que je dis c'est, les sources des écarts sont multiples. Et ce qu'on traite ici c'est le résultat final. Donc, le mécanisme de traitement des écarts veut adresser une problématique, veut adresser le... l'écart qui se dégage entre le rendement autorisé et le rendement réalisé. C'est ça qu'il cherche à faire. Donc, de façon globale, alors, monsieur Yardley utilisait le terme « blunt », je pense, comme outil, là. Donc, de façon globale, c'est d'arriver à traiter cet écart-là.

(13 h 42)

Q. [145] Merci. We're making some progress here. A question now, moving on on the... I just want to verify, Sir, with you, when there's a... if a cost reduction is being, well, do happen and result from a given measure of a project, do I understand that it can only be realized after the measure or project has been implemented in this overall mechanism? When there's a reduction cost or an efficiency, let's put it that way, and it does happen in a given moment, in a given year, can... So, my question is, is it taken into account only

when the project has been implemented, or it can be taken into account early on?

A. Okay. So, there are different types of actions that the company can take.

Q. [146] Yes.

A. Some would be short term and temporary. So, the example I used of cutting overtime, responding to, you know, an immediate issue, that decision might be reversed at some future time. So, that would be a case where there was an efficiency gained. It would have had an impact on earnings, perhaps offsetting negative earnings. But anyway, whatever impact it would be, it would be, and the result would flow through to the aggregate variance not covered by variance accounts, which is what we're addressing. So, that's one type of efficiency gain. There are other types of actions which would have an immediate effect, and likely continue on in the next year.

And then, there are other actions which require a significant investment. So, there may be a lot of work that needs to be done, money expended, and those would... they're more challenging, they may be more uncertain, and they may not even be designed to achieve cost

reductions. They may be designed to generate efficiencies in some other way. We want those to happen as well, but they would not produce a cost, or may not produce a cost reduction in the short term. And they may take some time before we see the results of those.

Q. [147] And just on this last, those last words, have you conducted any analysis of the time it takes when an efficiency improvement is first proposed in HQT or HQD, and the time it is approved for implementation?

A. I have not, you know, I'm not an employee of HQT, I don't work with Mr. HQT. But, you know, I have a general sense of how it typically works at a utility, but I can't answer with respect to Hydro-Québec.

Q. [148] And would the same answer... a slightly different question, have you conducted any analysis of the time between when efficiency improvements are approved by a management at HQT or HQD, and the time when savings begin to be realized?

A. I have not, no, conducted that analysis.

Q. [149] Thank you. Okay. Now, moving on to, and this will be my last, sort of my last topic. I would ask you to go to the HQDT-3, document 1, page 33.

Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

A. 33, Maître Turmel?

Q. [150] Oui, 33.

A. Is this the first set of...

Q. [151] Yes, that's the first set of questions from
the Régie to you.

A. I have that.

Q. [152] At page 33.

A. Is there a question number that...

Q. [153] Yes, sorry, 15.1.

A. Okay.

Q. [154] So, you see, at the end of that paragraph...

M. STÉPHANE VERRET :

R. Juste une seconde, Maître Turmel, on n'est pas
rendus.

Q. [155] O.K. Tell me when you're there.

M. ROBERT C. YARDLEY :

A. I'm ready.

(13 h 47)

Q. [156] Okay.

A. Thank you.

Q. [157] So at the last sentence of that paragraph you
say, and I quote:

The imposition of an ESM with a
deadband preserves this allocation of

risk attributable to the normal ebb and flow to the utility just as that faced by the utility before the implementation of an ESM.

So I would ask you to comment on this, if we are in a situation where the ebb and flow is not, symmetric, would that be, should the solution be preserved? Because you do you the word "preserves" and I just want to understand a little bit what you meant by that.

- A. So in the situation we're in now, where there is no ESM and there are forecast differences, that's what I'm referring to by the normal ebb and flow, they may be positive, they may be negative, those are absorbed by the utility and now we are moving under my proposal to a circumstance in which the earning sharing mechanism is asymmetric so the negative variances that would be consistent with the way things are today, they are absorbed by the utility, and the deadband provides an opportunity or it provides a mechanism to preserve the risk attributable to the normal ebb and flow. So it's not an exact science, so if the normal ebb and flow was one hundred (100) basis points in the case of HQT but the deadband is only fifty (50) basis

point, it wouldn't be a perfect system but the concept applies and that's the way that the response is drafted.

Q. [158] And still referencing this last quote, this morning you testified about the last ten (10) years, out of the ten (10) years, I think seven were in over earnings so would you consider that the last five years we had in reality here a normal ebb and flow, was those last five years normal ebb and flow? Were they?

A. Well the total variances reflect not only the ebb and flow but they reflect the efficiency efforts of HQD and HQT so, in that case, it's been the circumstance that there is a strong incentive to pursue those efficiency improvements. So what I'm trying to accomplish with my proposed ESM is to hang on to those, to that incentive. Let's not be so focused on variances that, I am tempted to use in English the expression but I'll throw the baby out with the bath oil or water... I don't... So we all benefit from these efficiencies. I'm at the age where I start to, that's a risk, you know, throwing out those types of expressions, but the... So that's really the objective.

Q. [159] So is it your opinion that for the last five

years HQ has had a strong incentive to pursue efficiencies? Or are you in a position to comment or to offer an opinion on that?

A. I have an opinion with respect to transitioning from a circumstance in which there is no ESM, earning sharing mechanism, to one in which there will be one, and that opinion, and I think everyone that is focused on earning sharing mechanisms would agree that the incentive will be reduced. And that's what we want to protect against because those efficiency gains motivate the company in ways that I sense we don't fully appreciate sometimes and we want to make sure we preserve that incentive.

(13 h 52)

Q. [160] And do you have an opinion regarding the starting point for such, for a reduction?

A. I'm not sure I understand the question, can you...

Q. [161] I mean, you... so the... if I understand you pretty well, you are not in position to look at, if there were real, I mean, real efficiencies over the last five years, you have some sort of a more general answer. And just give me one second because I want to clarify that...

Thank you, mister... my expert tells me

that you have. In the last five years, we had those over earnings, so I question you about, were there any strong incentives to pursue efficiencies? I understand you cannot comment, or you can comment but you have no, you have not looked at the evidence truly on that, so...

A. Did I go backwards...

Q. [162] Yes.

A. ... and try to figure out how much of the over earnings was efficiency versus forecast differences?

Q. [163] Yes, did you conduct such an analysis, for instance?

A. How much time do we have? I don't mean to be flip, but that exercise is incredibly complex, it's not clear to me that it's a worthwhile exercise. I mean, Management should know, you know, they want to make sure that they're making an investment, and somebody comes to them and says, "I have a proposed efficiency initiative, and it's going to cost five million dollars (\$5M), but here's what I expect...", obviously, they'll keep an eye on that one.

But performing an analysis after the fact is just fraught with difficulty, I'm not sure, the

results may be interesting, but I'm not sure any one would be satisfied at the end of the day.

Q. [164] So I understand it was not part of your mandate, you may get another one later on, but it was not part of your mandate, to look at that?

A. I'll be retired by the time I finish, I think.

Q. [165] Okay.

A. But it was not, certainly not part of my mandate.

Q. [166] No, okay.

A. I would have argued against it being a mandate.

M. STÉPHANE VERRET :

R. Maître Turmel, la première partie de votre question, je pense que la réponse était assez claire, dans le sens que, par rapport au régime actuel, avant la mise en place du mécanisme de traitement des écarts de rendement, que le régime actuel avait l'avantage d'incitatifs que le régime avec le mécanisme de traitement des écarts de rendement. Ça, je pense que sa réponse sur cet aspect-là était très claire.

Et sur l'autre aspect, non seulement monsieur Yardley dit que ça serait extrêmement difficile, puis il va être probablement à sa retraite après avoir fini un tel exercice, mais je pense que la preuve qu'on a mise au dossier

également, c'est que de scinder les résultats entre ce qui est de l'efficience et ce qui est des écarts dus à des événements qui sont, qui peuvent être hors du contrôle de l'entreprise, je pense que la preuve au dossier est très claire là-dessus qu'on n'est pas en mesure de faire cette distinction-là.

Me ANDRÉ TURMEL :

O.K.

Q. [167] Now, I'm at, not the last question but turn please, would you turn please at page with Question/Answer 15.3... and I'm just going to quote, so the Régie asked you to be more explicit, or give explanation about the... well... the wide differences, if I may say, in the deadband for HQT up to fifty (50), and for HQD up to a hundred (100) points, and then you offered the following comment :

Mr. Yardley recommended a wider deadband for the Distributor than the Transmission Provider to reflect the greater sensitivity of the Distributor's earnings to variations in revenues and operating expenses. This greater earnings sensitivity is attributable to the fundamental

difference in cost structures between the two businesses. Using the most recent year for which data is available, the Distributor had operating expenses of \$1,270.9 million [...] and a rate base of \$9.895.7 million. This contrasts with the Transmission Provider that had operating expenses that were nearly half as large (\$633.2 million) and a rate base that was approximately 70% higher (\$16.8 billion). A 2.5% increase in operating expenses excluding "specific elements" will result in a 0.80% [...] ROE for the [...] Transmission Provider. The sensitivity of ROE to variations in operating expenses is the same irrespective of whether they result from forecast differences or efficiency programs. These calculations are shown in Table R-15.3A.

So I'm sorry, it was a bit long, but I still try to, I would ask you to give me, to understand where

does the two point five percent (2.5%) comes, just try to get a sense of where it comes from, how it is justified, please?

(13 h 59)

R. Okay. Yes, thank you for, for asking that question. It gives me an opportunity to add something that I probably should have ans... added to this response. So, the two point 5 percent (2.5%) is irrelevant to the calculation. I am trying to show the relative sensitivity. I could have picked one percent (1%), I could have picked one point 5 (1.5%), as long as, and I could have applied it to any item, as long as it was an item that wasn't covered by a variance account, the result would have been exactly the same. The conclusion would have been the same. The relative sensitivity would have been the same and I would invite anyone to, to check the calculation. So, I picked two point five percent (2.5%) because it was, it thought it would be easier, it's a number in my own mind, then I think well what might an executive say. We need to cut two point five percent (2.5%), go out and find it. It's not ten percent (10%) and the, I picked operating expense simply because I think that's a category of expense that people would typically expect that

there would be efficiencies focused on that area. So it is more of a communication objective but I did not take the... the extra care to communicate that the two point five percent (2.5%) is, is not really relevant to the example or the result or the conclusion.

Q. [168] This morning, you comment, you offered a comment on the... the asymmetry of information that was previously discussed by a city expert so, and you also discussed the, what happened the last five years, so, to your opinion, in the last five years, has the Board, the Québec Energy Board, the Régie, has the Board been able to deal with that asymmetry of information if it did exist? I mean...

(14 h 00)

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je, je pense que cette question-là sort du cadre du présent dossier. Est-ce que dans les cinq dernières années, dans quoi, Maître Turmel, dans les différentes causes tarifaires, dans les différents processus qui existent? Je pense que la question est tellement large...

Me ANDRÉ TURMEL :

Je vais la...

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

... et, je veux dire, je m'objecte à cette question-là, là. Et puis je ne pense pas que c'est une question qui est « fair » pour le témoin à qui on la pose actuellement.

Me ANDRÉ TURMEL :

Bien, l'asymétrie d'information qui a été discutée par le témoin ce matin, en commentaire de la preuve de l'expert de la FCEI, d'un côté et, de l'autre côté, les cinq dernières années on... donc, on le sait, bon, mais il est très conscient, l'expert, de HQ, de grands écarts de rendement. Et je lui demande, à son avis, en lien avec la question de l'asymétrie de l'information, il n'est pas obligé d'accepter qu'il y avait une asymétrie ou pas, mais est-ce que... il pense que la Régie est en mesure de bien... « to deal with that »... « that reality », « that asymmetrical information ».

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, tout d'abord, maître Turmel, dans sa question, présume qu'il existe cette asymétrie d'information et, deuxièmement, il demande à l'expert : Est-ce que... Il demande à l'expert une question, à savoir : Est-ce que la Régie a pu, au courant des cinq dernières années,

obtenir ou pas, ou traiter de cette asymétrie d'information qui est présumée? Je ne vois pas comment monsieur Yardley pourrait répondre à cette question-là, c'est une... ce n'est pas une question qui devrait être permise dans ce contexte-ci, Monsieur le Président. C'est impossible de répondre à la question de maître Turmel. Je m'objecte.

(14 h 04)

Me ANDRÉ TURMEL :

Je vais la changer légèrement, je pense, et la rendre plus courte. Qui sera ma dernière, sans doute.

Q. [169] Sir, how can you be so sure? This morning you offered a comment on Mr. Centolella's evidence on his say about the asymmetric information, but how, you, can you be so sure that there is no asymmetric information?

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur...

Me ANDRÉ TURMEL :

This is... Ça c'est différent. Parce que... Me

MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur...

Me ANDRÉ TURMEL :

... il nous dit...

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je... C'est... Je...

Monsieur le Président, je m'objecte à cette question-là également. How can you be so sure qu'il n'y en a pas, c'est... C'est une question qui est... qui est illégale, Monsieur le Président.

Elle ne devrait pas être posée à monsieur Yardley. C'est impossible à répondre, et je m'objecte.

Me ANDRÉ TURMEL :

O.K. Bien, je vais la rendre encore plus courte.

Q. [170] Have you performed... Have you performed an analysis on asymmetric information? Je pense que là je... C'est... C'est très, très fair, là. This is what I expected.

A. No.

Q. [171] Thank you. Merci. Je pense que j'ai terminé. Donnez-moi une minute, là, puis je pense, je vais ramasser mes idées... O.K. Dernière question, Monsieur le Président. Sir, I would just ask you, please, to come back, and we'll discuss a little bit again on the two point five percent (2.5%) that we just discussed. So, please take the pages 34 and 35, you know, the question and answer 15.3? So you offered an answer on where did the two point five percent (2.5%) come, and you comment on the

calculation you had there, but later on, in the next page, at page 35, the last paragraph, you say also, and you wrote:

A second measure of the risks inherent in the business is the standard deviation of observed ROE values. Applying this measure to the 2007-2011 period, the Distributor has a standard deviation of ROE variances of 1.6% as compared to 1.2% for the Transmission Provider, again supporting a larger deadband for the Distributor. This relationship is similar when considering the 2008-2012 period, as the Distributor has a standard deviation of ROE variances of 1.4% and Transmission Provider has a standard deviation of 1.0%.

Okay. Even... This being said, how... how did you pick, let's say, the one hundred (100)... one hundred (100) basis points for HQD and fifty (50) for HQT? Could have been seventy-five (75) or twenty-five (25). I'm just trying to understand your rationale in picking a hundred (100) and fifty (50).

A. It was a balance.

Q. [172] A balance. Okay.

A. A balance between addressing the variance issue and maintaining a meaningful incentive. That's what I was focused on.

Q. [173] Okay.

A. I also reflected, and I'm covering some ground we covered this morning, but reflected the fact that HQD is more subject to downside risks from forecast differences than HQT, and the... just the sensitivity of earnings. So there were sort of, three or four factors that went into the decision. No... No one factor drove it, I would say, but the most important thing was maintaining an incentive to generate efficiencies, particularly in moving from a circumstance in which there is no ESM to one in which there is. That was foremost in my mind throughout the entire exercise.

So it was addressing the variances to the extent possible, but not so significantly that it would take away from the incentive to pursue efficiencies which we know benefit customers. They motivate the company to pursue efficiencies that will benefit the customers in the near term, and likely, some of them for some period of time.

Q. [174] Thank you. Ça termine mes questions, Monsieur le Président.

(143 h 08)

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Turmel. Le prochain intervenant qui a demandé à participer au contre-interrogatoire, maître Lussier pour l'ACEF de l'Outaouais.

Me STÉPHANIE LUSSIER :

On n'aura pas de questions, Monsieur le Président. LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Lussier. Maître Dagenais pour...

Maître Falardeau pour l'ACEF de Québec?

CONTRE-INTERROGÉ PAR Me DENIS FALARDEAU :

Q. [175] Denis Falardeau pour l'ACEF de Québec.

Bonjour, Monsieur. Je vais m'adresser à vous dans un premier temps. Ma prononciation n'est pas bonne, donc je vais m'exprimer en français, mais je vous comprends en anglais, par contre.

Dans votre témoignage, vous parlez d'une période d'environ deux ans entre la décision et l'implantation d'un mécanisme de partage. C'est bien ça?

M. ROBERT C. YARDLEY :

A. I'm not sure I understand the question, but I think what you're asking is, so we have the year it takes

place, and then there is a calculation of the earnings sharing mechanism?

Q. [176] Hum hum.

A. And then, the result is attributed in some subsequent period, most likely at the time there's another rate change taking place, so it could be, I'm not sure of the exact timing.

Q. [177] O.K. Donc, ça laisse entendre que la décision peut être prise dans l'immédiat, mais avant de faire le partage, on y va de façon rétroactive, un, deux ans dans le passé?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Non, il n'y a pas de... Peut-être, pour éclairer le témoin, ça serait utile de référer, quand vous dites, dans sa preuve, là, à quel endroit exactement?

Me DENIS FALARDEAU :

C'est au début, à la page 5, je crois. LE

PRÉSIDENT :

Je vous inviterais également, Maître Falardeau, à y aller tranquillement pour qu'on puisse faire la traduction et bien permettre à monsieur Yardley de bien comprendre.

Me DENIS FALARDEAU :

Q. [178] C'est dans le bas de la page, Monsieur, si ma

mémoire est bonne.

Me STÉPHANE VERRET :

Maintenant, quelle est la référence? Vous pouvez peut-être reformuler votre question, pour être certain qu'il... parce que ce n'était pas clair. Me

DENIS FALARDEAU :

Q. [179] Donc, est-ce que nous avons besoin d'un délai entre la décision, implanter un système de mécanisme de partage, est-ce que nous avons besoin d'un délai entre cette décision-là et la mise en... le partage lui-même?

M. ROBERT C. YARDLEY :

A. There will be some gap in time. The board will issue its decision, they will specify, I would imagine, the first time it will be applied. As part of that decision, I'm just guessing that that's what it will do. And then, it will be, so they may say, "this will apply to this rate year", whatever the year is. They may decide, I mean, it would be a difficult decision, I think, because it has an impact on how the company might operate. So, you may decide, "well, let's wait and have it start next year, not in the current year", because, you know, you're changing the rules of the game in a way, in the beginning of a year, and if the year is

only a month or two old, you may decide that's reasonable, and if it's October, you might... or, October, if it's within a month or two of the end, you may decide, "wait, it's best to wait until the next year". So, then, the next year would occur, under my hypothetical, and the year would end, and then we want the results to be audited, to be reported, and that generally takes a two or three month period before the books are closed. And then, there's a calculation that's performed, hopefully fairly routine, it will be clear, and the company will provide a clear presentation. And then, the question is, what do we do? How do we attribute those... the customer's share? And I believe there's a variance account that would be set up, and the variance account will have interest.

(14 h 12)

M. STÉPHANE VERRET :

R. Yes, the... Excusez-moi, je vais parler en français. Pour être certain que c'est très clair, moi je vous référerai, parce qu'on a donné un exemple avec les années identifiées et tout ça, comment la mécanique va s'appliquer.

Alors, je pense qu'il n'y a pas de surprise à cet effet-là. Donc, c'est la pièce HQTD-1,

document 1, à la page 25. Alors, on a un exemple très, très clair, avec un mécanisme qui s'applique à l'année deux mille quatorze (2014), un constat des écarts au printemps deux mille quinze (2015), les dispositions de l'écart dans la tarifaire, établissement des tarifs pour l'année deux mille seize (2016), la partie pour les clients.

Alors, je pense qu'avec cet exemple-là, ça devient très, très clair dans le temps, de quelle manière la mécanisme va s'appliquer.

Me DENIS FALARDEAU :

Q. [180] Concernant toujours le mécanisme de partage des écarts, selon votre connaissance, est-ce qu'il y a des études concernant l'évolution de ces écarts entre l'avant et l'après implantation de ce système? En d'autres termes, est-ce qu'il y a une variante, soit à la hausse ou à la baisse, des écarts depuis l'instauration du système de partage?

M. ROBERT C. YARDLEY :

A. I'm not aware if there is a study. I have not performed such a study.

Q. [181] Connaissez-vous des modèles de partage qui privilégient certaines clientèles en particulier?

A. And by clients, I assume you mean, a class of customers?

Q. [182] Oui.

A. The residential customers? You know, I haven't focussed on that issue. I don't know. You know, it's an interesting question. I haven't focussed on it. I do know that in some cases, the decision has been made for rate continuity purposes to, rather than return the money to customers right away, the regulator might decide you know, we've got this major investment over here, which is building up a large deferral account, so to the extent there are savings generated, rather than flow the money back in year X, and have a large increase one or two years later, for smoothing purposes, especially given that there's interest applied, it might be a good strategy, a good idea, for customers and everyone to, to credit a deferral account. So, by definition, you know that will impact, depending on which deferral account they pick, that would affect customer classes differently but I don't, I doubt that that's what they're thinking at the time. They really, I imagine they're thinking about the, to sort of the general, the general trend but it is an interesting question.

Q. [183] Maintenant, je m'adresse aux représentants de, du Distributeur, du Transporteur. Pourquoi

favoriser une mécanique de partage avec une zone neutre, disons de non-partage. Quel est l'intérêt pour vous dans la mesure où on parle de surplus? Je comprends que ce sont des surplus prévisionnels, mais pour vous paraphraser, Monsieur, tout à l'heure... Pour vous paraphraser, tout à l'heure, vous parliez que, bon, bien, nous sommes actuellement en train de discuter du mécanisme de partage et il y a le revenu requis. Mais justement, dans le revenu requis, vous avez tout, vous avez une zone de profit raisonnable d'acceptée, vous avez vos besoins, et caetera, et caetera, et caetera. Pourquoi quand va venir le temps de partager que ça ne serait pas à parts égales?

M. STÉPHANE VERRET :

R. Bien, il y a plusieurs motifs qui ont été énumérés par notre expert, monsieur Yardley. Je peux en reprendre quelques-uns ici pour vous...

Q. [184] Oui, s'il vous plaît, oui.

R. ... les résumer. Mais essentiellement, lorsqu'on parle de prendre des risques au niveau des opérations de l'entreprise, il faut se rappeler que la zone sans partage, tout ce qui est écart négatif est pris par l'entreprise. Donc, une compensation pour ce risque-là, parce que quand on parle d'un

risque, normalement, c'est quelque chose qui est centré autour d'une valeur, donc tant à la baisse qu'à la hausse.

Là ici dans la situation où du point de départ, avant la mise en place du mécanisme de traitement des écarts de rendement, toutes les variations, tant à la hausse, à la baisse étaient du fait de l'entreprise. Maintenant, on change cette dynamique-là. On introduit une zone sans partage et également une zone de partage avec cinquante cinquante (50/50) avec la clientèle au-delà d'un certain nombre de points de base dépendamment de l'entreprise, HQD ou HQT.

Alors, une des premières utilités de cette zone sans partage là, c'est justement le fait de reconnaître que toute variation négative vers l'entreprise donc, c'est l'opportunité d'avoir une partie de la variation positive pour l'entreprise. Deuxièmement, c'est de poursuivre avec un incitatif à l'efficience. Comme on le mentionnait tout à l'heure, on parle d'un régime où tous les écarts positifs étaient conservés par l'entreprise. Donc, il y avait là un incitatif fort pour l'entreprise à l'efficience. Et donc, l'objectif de la zone sans partage est de maintenir cet incitatif-là en place.

Et peut-être un dernier facteur que je mentionnerais. Lorsqu'on établit le revenu requis aux fins d'établir les tarifs, déjà, dès le départ, à travers la formule paramétrique qu'on utilise pour établir le niveau du revenu requis, il y a un facteur d'efficience qui est incorporé dans la formule. Et déjà, dès le départ, les tarifs sont affectés à la baisse et la clientèle bénéficie directement en premier de ce facteur d'efficience là. Alors, la zone sans partage devient également un élément qui permet à l'entreprise de bénéficier d'écarts positifs qui pourraient se dégager.

Q. [185] Quand vous dites que vous allez assumer les résultats négatifs, est-ce à dire que cette perte ne sera pas reportée dans la prochaine demande tarifaire?

R. Encore une fois, je pense qu'on touche encore l'enjeu ou le sujet qu'on discutait un petit peu plus tôt. Ce qu'on parle maintenant, c'est lorsqu'on réalise un écart dans une année, comment on traite cet écart-là. Le mécanisme est asymétrique. Donc, tout écart, lorsque le taux de rendement réalisé est inférieur au taux de rendement autorisé, c'est l'entreprise qui subit cent pour cent de ce écart-là.

Maintenant, quand on établit le revenu requis, je pense que vous êtes effectivement habitué au dossier tarifaire, la façon dont on établit le revenu requis, donc, ça, il n'y a pas de changement qui est proposé à ce niveau-là. On va encore une fois produire, comme vous connaissez, la formule paramétrique. On répond à des questions là-dessus. Il y a toutes sortes de simulation qui sont demandées. Et il y a un niveau de revenu requis qui est établi par la Régie, déterminé avec lequel les tarifs sont déduits. Alors, ça, cette mécanique-là se poursuit. Alors, là ici, on est en train de discuter dans l'année où il y a un écart qui est généré comment on traite cet écart-là.

Q. [186] Merci.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Falardeau. Maître Sarault, vous aviez demandé... Vous n'avez pas de questions. Merci.

Maître David pour Option consommateurs.

CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DAVID :

Bonjour, Monsieur le Président, messieurs les régisseurs. Éric David pour Option consommateurs.

Je serai relativement bref, comme à l'habitude. Pas toujours, mais dans ce cas-ci en tout cas.

Q. [187] Monsieur Yardley, hello. I have a few

questions that I'll be directing to you. There's really only four topics that I wanted to touch on, to touch upon but relatively quickly. Well, you can take the time you need to answer but, as far as I'm concerned, I don't have many topics. If you could turn to page 9 of your report. I just want to make sure that I understood properly your, your testimony earlier and if, if I'm not repeating your answer correctly, please correct me. So, with respect to your first sentence:

As long as any ESM includes a meaningful opportunity for the utility to retain a portion of efficiency gains, it will encourage the utility to design and implement initiatives to realize these efficiencies.

Did I understand correctly before that you basically said that the, the notion of a meaningful opportunity is a somewhat subjective notion?

Mr. ROBERT C. YARDLEY:

A. Yes, at that point in my testimony, I was having a semantic debate, with myself perhaps, over meaningful versus marginal. So, it's in that context. I was asking people to accept the fact

that meaningful is not, it's not possible to price... precisely define the objective but it was in a subjective way, it was in my mind as I was deciding the, recommending, developing the proposal to recommend.

Q. [188] Correct. So, I presume you haven't attempted to, for example, quantify what constitutes a meaningful opportunity?

A. The evidence that I had obs... I was able to see the variances that had existed, for HQD and HQT, I have presented in table 10.1, you know, a large number of, of other ESM mechanisms we can all look at those. I could, I can see that, as I indicated earlier, it's rare that there's no deadband. There are a couple at fifty (50) basis points. It's more common at one hundred (100). So, I believe that the proposal will provide a meaningful incentive. A larger deadband would provide a greater incentive but I was focussed fundamentally on the purpose of earning sharing to, to address the variances.

Q. [189] So you are of the view that the ESM being proposed by Hydro-Québec does create such a meaningful opportunity? Is that correct?

R. I am, I would never have recommended deadband...

Q. [190] Okay.

R. ... for certain. I, I wanted to go as close to the edge but not beyond the edge.

Q. [191] But am I correct to say that you're not really able to tell the Board to what degree this is a meaningful opportunity?

R. I doubt, well, it might be a question better directed to, to Hydro-Québec than to me.

Q. [192] Well, I'm actually...

R. I don't, there's no, like, scientific...

Q. [193] Yes.

R. ... analysis either from me or anyone to be able to do that.

Q. [194] Okay. That's what I wanted to know. This, this notion...

R. But they would have a more informed opinion on that, on that question than I would as to whether in their minds, it's meaningful.

Q. [195] Well, actually, yes, I'm directing the questions towards you because I'm referring to one of your own passages...

R. Right.

Q. [196] ... in your report. So, and obviously, as an expert, you're able to give opinions that go beyond questions of fact. So, I simply wanted to understand whether or not you were able to somehow

indicate to the Board, more precisely, what constitutes or what does not constitute a meaningful opportunity. Now, I'm not trying to railroad you here. Basically I want to know what your opinion is on this issue.

R. My opinion is, it is a matter of judgment. It's a fairly dramatic change from the current circumstances. The, I've proposed an asymmetric deadband, so I consider that as well. It wasn't in isolation that was an important element of the, of the assessment and I concluded that fifty (50) and one hundred (100), respectively, for HQD and HQT would be sufficient to be meaningful.

Q. [197] Okay. But we can agree that this is a somewhat subjective exercise?

(14 h 26)

A. Yes, it is somewhat subjective, I mean, it's not perfectly analytical, but we can all see what the variances have been, so we do have information there. We have information from other ESMS, they have some relevance. We know that many of those are multi-year, and this is perhaps single-year, and that's a concern. So we do have evidence, it's not, I don't want to suggest that it's, you know, completely subjective, dependent on the mood I was

in on that particular day, because that wouldn't be accurate either, but there is certainly judgment involved.

Q. [198] Okay. My next topic has to do with something that was touched upon by my colleague, Mr. Turmel, and has to do with earning variations between Distribution and Transport, between the two branches. In your report, you -- I'm at page 12 of your report, as of line 14 -- you explain that Distribution has experienced greater earnings variability than Transport; is that correct?

A. Yes, that's correct. And there's a table at the top of the page that we can all eyeball and see that that's the case.

Q. [199] And I understand that you mention two major reasons for this, the first is that Transport is relatively insulated from variations in revenues, as opposed to Distribution?

A. That's correct.

Q. [200] And the second major reason is that Distribution's earnings are more sensitive to percentage changes in operating expenses. All I simply want to verify with you, is this list exhaustive or are there other reasons that would explain the earnings variations between

Distribution and Transport?

- A. These are the primary two reasons, there may others as well, but it was really the, I think I've explained, in the discussion that related to HQD versus HQT, sort of all of the, how I saw all of the factors coming together.
- Q. [201] Okay, but this list is not necessarily exhaustive, can you think of other factors off the top of your head or not really?
- A. So the -- I'm sorry, the question is, can you repeat the question, please?
- Q. [202] Simply to know, I'm trying to find out what are all of the reasons, not all the reasons but anyways, the most important reasons why there are earnings variations between Distribution and Transport. You've identified two in your report, so my question to you is simply, is this an exhaustive list, or not, and if not, are you able to mention other reasons currently in your testimony?
- A. So, as we discussed this morning, the basic structure of the two businesses is different, one is more capital intensive than the other relative to operating expenses, so the... the second... the second point here is a very generalized way of expressing that, but it's not, it's probably not as

clear as I think I say later in the testimony, that the earnings of HQD are more sensitive to a change in any expense item that's not covered by a variance account.

But if we were to look at... but that general concept of the different business structures for purposes of the two businesses would likely lead to other factors where we would say, you know, this is another reason. It probably arguably might fall within that general category, so if I express it as the category, and we stay at that level, this explanation might suffice, but if we were interested in going more deeper, we could probably look at the variances my colleague... he's pointing me to the response table 13.1 and 13.2 and, for the record, I will ask for a document. It's the first set of responses... Me FRANÇOIS G. HÉBERT :

R. HQT-3, Document 1.

Mr. ROBERT C. YARDLEY:

A. There's tables 13.1 and 13.2 in the first set of, in responses to the first set of discovery from the Board.

Q. [203] Okay Mr. Yardley, I really don't want to belabour the point. I simply want to know if this

list was exhaustive. I understand from your answer basically that's it's not exhaustive per se and among the other important reasons, basically you, I don't want to testify, I'm just trying to understand your answer, basically you are saying the different structures are the two entities. That's your answer?

A. That's one of the driver, certainly. It's really difficult to say a list is exhaustive so I'm being careful in that respect.

Q. [204] Okay. And can you be a bit more precise as opposed to just saying the structure of the entities or... Are you able to direct us to more specific reasons?

A. Well, they both have large capital programs.

Q. [205] So that's not a difference.

A. Well, it could be a difference because if we look at the nature of the investments, HQT has, I think we can imagine, has programmes that take many years to implement, you know, major transmission projects. HQD may have some of those as well if they're extending a primary line or replacing a primary line but HQD would be more apt to have replacing smaller items, you know, hundreds of thousands each year of smaller items of equipment.

So they really are some fundamental differences once that... that's relevant because HQT has, you know, relatively limited flexibility. They can, if they want to pursue efficiency gains, you know, most contracts have some flexibility within them so the transporter would say "We would like to... Can we wring some more efficiencies out of this existing contract?" and someone would go and look at the contract and say "Yes, it's possible." Once the contract is signed and the project has begun, there are still things that can be done but you can't, if you have vendors lined up, you've got workers on the site, the people that are performing the work have bid, if you use the competitive bidding process or even if it's an affiliate they've made business plans, there's not quite as much flexibility there. And that could lead to some differences as well.

Q. [206] Okay. I don't wish to belabour this issue further. My next topic that I wanted to raise was, in fact, one that you raised in your report, and it has to do with deferral accounts. So I simply refer you to page 14 of your report and I felt that you asked a very pertinent question which is:

Do Distribution and Transport's

deferral and variance accounts have any potential impact on the design of the ESM and the sharing of earnings?

And, to be honest, I read your answer several times and I don't think you answered your own question.

A. That's regrettable.

Q. [207] We can go through the answer but I didn't see an answer to the question that you asked. I presume it's a pertinent question because you put it in your report.

A. I may have addressed it this morning in a better way than I have expressed it here. The ESM is designed to address all the variances that aren't covered by a variance or a deferral account so if there was a proposed change to those accounts then it would be, it might be necessary to see if that might change the recommendation.

Q. [208] So am I to understand that the answer to the question that you asked in your report...

A. The answer...

Q. [209] ... is yes?

A. Yes, I was just going to... Thank you.

Q. [210] That's correct?

A. That's my... I was going to suggest that the first word in this response should have been yes.

14 h 38

- Q. [211] Okay. So deferral and variance accounts clearly have an impact on the design of an ESM?
- A. They can have an impact.
- Q. [212] Okay. On the same topic, I will just refer you to another document which was Hydro-Québec's answers to Option consommateurs' IRs, I know that you participated in these answers, it's HQDT-5, Document 7, the Régie has it as B-0054.
- A. I believe I have the document you are referring to.
- Q. [213] Okay. I will refer you to page 8.
- A. And a question would help me. Is there a question number?
- Q. [214] It's 4.2.
- A. I see that.
- Q. [215] Okay. My question isn't really all that complicated but basically in your answer here you distinguish between deferral accounts concerning expenses that are now largely under control as opposed to those concerning expenses which are not under control. My question is with respect to the former, so those deferral accounts touching upon expenses which are largely under control, would you recommend that these deferral accounts be eliminated in the context of an ESM?

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je ne veux pas interrompre le contre-interrogatoire de mon confrère très longtemps mais simplement pour réitérer le fait que la Régie a bien limité l'objet du dossier en ce qui concerne la pertinence d'adresser les questions sur les comptes d'écarts à la question des risques et non pas à la question de savoir si on devait modifier les comptes d'écarts existant actuellement, il n'y a pas de proposition de les modifier.

(14 h 41)

Alors, ici, on demande à l'expert : Est-ce que vous suggérez que de tels comptes devraient être abolis ou pas? Simplement pour mentionner que ça a déjà été... ça a déjà fait l'objet de la décision procédurale de la Régie quant à la pertinence d'aborder la modification ou non des comptes d'écarts. Alors...

Me ÉRIC DAVID :

Monsieur le Président, au fond je ne fais que poser une question que monsieur Yardley lui-même, dans son rapport, a posée. C'est la question qu'il a posée à la page 14 de son rapport, il pose la question si les « diferral accounts a un potential

impact » sur le design du ISM? Il a répondu oui tantôt. Alors, je suis en train... ensuite un « follow up », je suis en train de référer à une réponse qu'il a donnée à une demande de renseignement d'Option consommateurs, réponse dans laquelle, lui-même, distingue entre deux sortes de « diferral accounts ». Ceux concernant des coûts qui sont sous contrôle et ceux concernant des coûts qui ne sont pas sous contrôle. Ça fait que, honnêtement, je vois difficilement comment je n'ai pas le droit de poser la question que je viens de poser à cet expert-là.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Je pense que, les premières questions, je ne me suis pas objectée non plus, Maître David. J'ai cru comprendre que la dernière question référerait au fait, est-ce qu'il serait approprié ou non d'abolir ou de modifier de tels comptes d'écarts, qui aurait un impact minimal? Et c'est à cette question-là que je me suis objectée puisqu'il s'agissait ici de savoir... avoir l'opinion de l'expert sur le caractère approprié ou non de modifier ou pas des comptes d'écarts qui pourraient exister.

Me ÉRIC DAVID :

Alors, c'est exactement ma question. Et ce que je

suis en train de dire c'est que c'est l'expert lui-même qui fait le lien entre les deux questions. Il est ici comme expert sur les comptes d'écarts, le mécanisme de traitement des comptes d'écarts, lui-même dit que c'est un aspect pertinent et je trouve que c'est pertinent qu'il donne son opinion pour éclairer la Régie sur cette question-là. Me

MARIE-CHRISTINE HIVON :

Encore une fois, Monsieur le Président, quand on regarde la question 4.2, qui a été posée, c'est : Est-ce qu'il y a... si la recommandation concernant les paramètres du MTÉR proposés aurait été modifiée dans l'hypothèse où plusieurs comptes... aurait proposé d'éliminer un ou plusieurs comptes d'écarts? Autrement dit, est-ce que s'il y avait eu une proposition d'éliminer des comptes d'écarts, la proposition aurait été différente? Il a répondu à cette question-là, il aurait pu y avoir un impact important ou peu important. Là la question que maître David pose c'est : « Est-ce que vous suggérez, à ce moment-là, que des comptes d'écarts soient éliminés? » C'est à ce moment-là que je m'objecte à la question, sur une proposition, sur le caractère opportun ou non d'éliminer des comptes d'écarts. Et c'est là où je pense qu'on franchit la

ligne. L'expert n'a pas dit qu'il était approprié, n'a pas donné d'opinion sur est-ce qu'il était pertinent de les abolir ou pas, ou de les modifier ou pas. Alors, je suis en désaccord avec mon confrère lorsqu'on prétend que monsieur Yardley aurait couvert cet aspect-là dans son témoignage et c'est à cette question-là, bien précise, que je m'objecte.

Me ÉRIC DAVID :

Dernière intervention. Je suis un peu surpris, honnêtement, du commentaire de ma consoeur. On a ici, devant nous, un expert en Amérique du Nord sur la question, il reconnaît d'emblée qu'il y a un lien direct entre ces deux questions-là. Ma consoeur dit qu'il n'est pas en mesure de faire des recommandations à la Régie sur cette question-là. Alors, c'est quand même un expert, il est ici pour émettre des opinions, je ne suis pas dans un contexte de DDR, j'ai le droit d'explorer puis d'aller au-delà de ce qui a été mis dans la preuve jusqu'à date. C'est ça le but d'un interrogatoire, c'est d'aller au-delà de la preuve écrite. Alors, je demande à ce qu'il extrapole sur ce qu'il a déjà lui-même soulevé. Je n'interviendrai pas davantage, j'ai déjà parlé trois fois.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Bien, Monsieur le Président, d'abord, je ne suis pas d'accord à ce que l'objet d'un contre-interrogatoire vise à obtenir des opinions nouvelles d'un témoin expert sur le banc. Alors, déjà là, je suis en désaccord. Deuxièmement, je vais référer à la décision D-2013-117 dans le présent dossier, au paragraphe 51, en ce qui concerne précisément la question de la création de comptes d'écarts ou exclusions au MTÉR. Et, au paragraphe 51, la Régie a déjà décidé, au tout début du dossier, qu'elle :

... reconnaît qu'il existe des liens entre les comptes d'écarts du Transporteur et du Distributeur et leur niveau de risque. Toutefois, les décisions de créer chacun ces dix comptes d'écarts du Distributeur et deux comptes d'écarts du Transporteur ont été prises dans le contexte des dossiers tarifaires après un examen exhaustif des avantages et désavantages de chacun. Aussi, dans le présent dossier, elle invite les participants à traiter des comptes

d'écarts uniquement en regard de
l'évaluation du niveau de risque.

Alors, voilà le motif et l'objet de mon
intervention et de mon objection, Monsieur le
Président.

LE PRÉSIDENT :

Ce matin, quand je n'ai pas retenu l'objection
de... ou les commentaires de maître Turmel sur le
fait qu'il y ait deux experts, j'ai rajouté... j'ai
rajouté un petit mot qui disait, les experts sont
ici pour éclairer la Régie, effectivement. Et je
pense que monsieur Yardley, jusqu'à date, répond à
plusieurs de nos interrogations et c'est la raison
pour laquelle on va utiliser maître David pour
continuer à poser des questions à l'expert,
monsieur Yardley. Donc, on rejette l'objection.

(14 h 48)

Me ÉRIC DAVID :

Merci.

Q. [216] So, Mr. Yardley, there was a long... there
was a long pause there, so perhaps I'll just
refresh your memory and ask my question once again.
So, basically, you make a distinction in your
answer to our IR's between deferral accounts
concerning expenses that are now largely under

control, as opposed to those concerning expenses which are not under control. My question to you is, with respect to the former, so the deferral accounts dealing with expenses largely under control, would you recommend that these deferral accounts be eliminated within the context of an ESM?

- A. I should start by apologizing for the confusion, which is now obvious to me as I read this response. I think it would have been clearer, the question asked about both variance and deferral accounts. So, let's... We're talking about both at the same time now. And I think that's creating some confusion for me. Perhaps for others as well.

So let's start with variance accounts. And, so we have variance accounts because they meet certain criteria. They're significant, they're beyond the control, and it's hard to predict. So, whether or not... And I was not asked by Hydro-Québec as part of my mandate, you know, to make recommendations on variance and deferral accounts, but... So, with that said, so either the account qualifies for that criteria, or it doesn't. Or perhaps it qualifies for a number of years, and then at some point it no longer meets those

criteria. And at that point, the company may decide, and many others may agree, to know that the variance account no longer serves its original purpose and isn't needed. And there may be other circumstances, and I'm focused on variance accounts now, so there may be other circumstances in which, you know, an item is relatively small, it wasn't that important. It was beyond the control of the utility, it was subject to variations, but it just... You know, it wasn't so significant that it had an impact on earnings. And then something in the world changed. Major recession, you know, I don't know what it might be, but something changed, and all of a sudden that relatively insignificant account became significant. And the company might propose, perhaps we should have a variance account for this. And everybody would have an opinion and a decision would be made.

And, you know, the part about it being not within control means it could be positive or negative. So it's not like it favours one group versus the other. That's the point of the variance account. Everyone agrees, you know, a variance account is a good approach. So that's variance accounts.

So either it qualifies, or it doesn't. I mean, it's not like it's hard and fast number rule, but those are the general guidelines that are applied throughout the industry.

Deferral accounts can be, you know, somewhat different. They... They serve certain purposes, an expense occurs in a certain period, but it is not recovered until some subsequent period, or perhaps the recovery is spread over a number of years, and that has some advantages. It has some matching of... that is appealing to the Board, perhaps.

So each... each... I think it's useful for us, for this conversation, to just, you know, put them into two buckets and address them separately. Whatever... And then, at that point, with deferral accounts, they may be, you know, frequently are beyond the control, they may have some control over large capital items, you may have a deferral account on a capital item that you have, you know, some control over, but not complete control. But the decision to create a deferral account doesn't just reflect that factor. There is also sort of timing of recovery fairness, of recovery that the people that benefited from the investment are the

ones that pay for the investment. That's one of the criteria that's applied. And we know that the customer mix evolves over time.

So, I'm not sure if I'm answering your question, but I'll... I'm not sure if I'm answering your question, but perhaps you have a follow-up.

Q. [217] No. I understand that it's not necessarily easy for you to answer my question, because you didn't make a detailed analysis of the different deferral accounts of Hydro-Québec, I presume.

A. Well, I would have if they were proposing to add a new one. I would have asked for the historical... I mean, if it's a deferral account, there may not be a lot of history. It may be a new activity that led to it. But, you know, I would have looked at it and asked myself the question, you know, would this change my recommendation.

Q. [218] So you would have looked at it simply, obviously, because it's pertinent to the development of an ESM.

14 h 55

A. It is relevant, certainly. It doesn't, I think, stating it has, you know, a very dramatic impact, might be an overstatement, but it would be, you know, one of those details that I would want to

look at in the interest of being comprehensive and thinking things through to the best of my ability.

Q. [219] And I understand we're still on a relatively theoretical level here?

A. Yes.

Q. [220] But if I take the distinction you drew in the answer to the OC's IRs, where you distinguish between these two large families or types of deferral accounts, those concerning expenses under control and those versus that are not under control, would you be able to... would you be of the opinion that when expenses are under control, there's less of a justification for them to continue, especially under an ESM?

A. I think the decision should logically flow, let's decide whether a variance account or a deferral account is appropriate, and then ask the question, "does this impact the ESM", as opposed to, "well, we have an ESM, let's go backward and ask if these accounts would be affected by that". I think, logically, I'm focussed on variances, the total variances with the ESM design.

So, logically, in my mind, the decision, whether to have a variance account, had a variance account, eliminate a variance account, have a

deferral account, had one, eliminate one, let's make that decision first, based on its merits, then let's ask the question, particularly if there's a change in circumstances, "how might that affect the ESM then?" I think that's the logical flow. I don't see, "we'll have an ESM now, let's go back and revisit variance and deferral accounts". At least, that's my opinion.

Q. [221] I understand. And you will concede, however, that this exercise has not been done in this case before asking the board to approve an ESM?

A. I think, by my answer, that that implies that I did not perform that exercise personally.

Q. [222] Okay. I'll move on to my last topic. And it has to do with the, if you wish, the regulatory context in which Hydro-Québec is currently fixed, which is under a cost of service regulation, as you know. You also mention in your evidence that ESMs are often associated with incentive regulation, is that correct?

A. They're frequently elements of multi-year plans. Those could be labelled as incentive plans. They might be other multi-year plans as well, that are still based on cost of service.

Q. [223] Okay. Well, I'm actually referring to what

you say on page 5 of your report. So, line 15, we read:

ESMs are also a common element in incentive regulation plans.

That's what I'm referring to. You agree...

A. I see that.

Q. [224] You still agree with that statement?

A. Yes, particularly in light of the next few words that follow:

Incentive regulation plans can be quite complex. They tend to have many moving parts.

I don't think it's possible for anyone to know at the beginning how those moving parts might work together.

Q. [225] Okay. My question, really, is the following, is if the Board was to approve or move towards a performance-based regulation, would you recommend the same deadband?

(15 h 00)

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Je vais m'objecter à cette question-là, Monsieur le Président. Cette question sort encore une fois clairement du cadre du présent dossier. Elle est également fondée sur des décisions procédurales de

la Régie où la Régie a exprimé très clairement qu'il s'agissait, dans le présent dossier, d'étudier le mécanisme de traitement des écarts qui était proposé, la demande de taux de rendement qui était proposée et on n'était pas dans un autre dossier où il était question de remettre en cause le modèle réglementaire applicable.

Et pour plus de précisions, Monsieur le Président, je réfère entre autres à la décision... à votre décision au présent dossier, la D-2013-136 du trois (3) septembre deux mille treize (2013), qui avait entre autres pour effet de régler certaines questions relatives au traitement de la question de l'article 48.1 de la loi. Et la Régie a voulu être très claire sur la portée du présent dossier. Au tout dernier paragraphe de la décision, le paragraphe 58 où vous avez précisé :

[...] la Régie juge utile de préciser, afin d'éviter toute ambiguïté, que l'audience prévue au présent dossier ne vise pas à analyser les différents types de mécanismes qui pourraient s'appliquer aux Demandeurs, mais bien de traiter la demande portant sur le taux de rendement et le MTÉR.

Monsieur le Président, la question que mon confrère pose ici, c'est une opinion à l'expert, il demande à l'expert de donner son opinion sur « est-ce que votre mécanisme serait différent si on devait changer la méthodologie et le cadre réglementaire qui est présentement applicable pour aller vers un « performance based regulation » ».

Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois à mon confrère, il y a une décision de la Régie qui a fixé bien le cadre de ce dossier-là. Il y a eu d'autres précédents dans un autre dossier concernant cette question-là. Je m'objecte formellement non seulement à la question de mon confrère, mais à toute autre question qui pourrait venir de la même nature. Et je pense qu'il faut ici circonscrire le débat qui a déjà été circonscrit, mais le confirmer pour être sûr que nous sommes tous dans le même dossier à traiter des mêmes questions.

Et également, je m'excuse, un point additionnel. En ouverture d'audience aujourd'hui, Monsieur le Président, vous avez précisé davantage cette question-là et je pense que ça devrait être clair pour tous.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître Hivon.

Me ÉRIC DAVID :

Est-ce que vous permettez une brève réplique? Ma question ne portait aucunement sur la sorte de mécanisme incitatif que la Régie devrait approuver. On n'en est pas là, tout le monde le concède, ce n'est pas le but de la cause aujourd'hui. Le but de la cause aujourd'hui, c'est de décider d'un mécanisme de traitement des écarts de rendement. L'expert en question concède d'emblée dans son rapport qu'il y a un lien, que ces mécanismes-là fonctionnent très souvent dans le cadre de la réglementation incitative. On s'en va vers la réglementation incitative, l'article 48.1 nous le dicte. Et la question que je lui pose porte sur le mécanisme de traitement des écarts de rendement et de sa composition. Elle ne porte pas sur le mécanisme incitatif.

Ce que je veux savoir, c'est : est-ce qu'on va avoir le même genre de mécanisme si jamais on est sous un mécanisme incitatif ou non.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Monsieur le Président, je pense que la position de mon confrère est très claire et on est en désaccord

profond sur cette question-là. La proposition d'Hydro-Québec n'est pas une proposition transitoire et la question est en délibéré actuellement. Il y a les représentations qui ont déjà été faites. Alors, non seulement je suis en désaccord avec son préambule, mais je maintiens mon objection pour les mêmes raisons.

LE PRÉSIDENT :

Maître David, peut-être juste vous rappeler qu'effectivement, car je l'ai dit en entrée, en remarque préliminaire, que le débat sur 48.1 est présentement en délibéré et nous allons retenir l'objection du Demandeur. Avez-vous d'autres questions? Et puis est-ce qu'il vous reste encore plusieurs...

Me ÉRIC DAVID :

Non. Honnêtement, j'avais une autre question concernant... dans la même veine. Ça fait que je comprends de votre décision qu'on ne peut pas tous les gagner. Merci, Monsieur le Président.

LE PRÉSIDENT :

Merci, Maître David. Vous avez totalement bien compris. O.K. Écoutez, il est quinze heures et... quinze heures et cinq (15 h 05), donc la Régie va suspendre ses travaux à demain matin neuf heures

(9 h 00) et on poursuivra avec la liste d'Intervenants qui est annoncée, qu'on a annoncé dans le calendrier. Oui, Maître Hivon.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Oui. En fait, Monsieur le Président, j'aurais peut-être une simple question de précision en ce qui concerne la présentation de la preuve des Intervenants sur la question du mécanisme de traitement des écarts simplement pour confirmer, question de planifier, là, les travaux à venir, qu'il n'y avait pas de changement dans l'ordre qui apparaissait à votre calendrier, Monsieur le Président. Si des Intervenants... je vois qu'il y a un ordre là, je voulais simplement m'assurer qu'il serait maintenu pour la présentation de la preuve des Intervenants. On a reçu, après le lunch...

15 h 06

LE PRÉSIDENT :

Oui, c'est ça.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

... un calendrier modifié, alors je les vois apparaître à compter de demain, FCEI puis ensuite, à compter de mercredi, d'autres... dans un ordre particulier, puis je voulais juste voir si cet ordre-là était applicable et maintenu et sera

maintenu par les Intervenants également, là, pour planifier.

LE PRÉSIDENT :

Jusqu'à présent, effectivement, cet ordre-là va être... est maintenu.

Me MARIE-CHRISTINE HIVON :

Merci.

Me HÉLÈNE SICARD :

Monsieur le Président, j'aurais une question d'intendance que je vais me permettre d'adresser au banc. Suite, entre autres, à votre... vos commentaires ce matin sur l'article 48.1. Est-ce que le banc entrevoit rendre sa décision sur ce sujet avant la fin des audiences et avant les plaidoiries puisque votre décision pourrait définitivement avoir un impact sur notre façon d'approcher notre argument dans le cadre du MTÉR. Alors, je vous pose cette question. Je ne vous demande pas de réponse immédiate, là, mais...

LE PRÉSIDENT :

C'est ça. Malheureusement, je ne peux pas vous répondre là-dessus pour l'instant.

Me HÉLÈNE SICARD :

Merci.

LE PRÉSIDENT :

Merci. Donc, l'audience... Oh! Excusez, Maître Lussier.

Me STÉPHANIE LUSSIER :

Bonjour, Monsieur le Président, Messieurs les Régisseurs. Stéphanie Lussier pour l'ACEF de l'Outaouais. Simplement pour préciser, pour faire suite à la question de ma collègue concernant le calendrier, je ne sais pas si vous faisiez référence à un nouveau calendrier qui a été déposé ou si vous faisiez référence au calendrier original. Dans le calendrier... dans le calendrier original, l'ACEF de l'Outaouais était prévue... il était prévu que l'ACEF de l'Outaouais présente sa preuve le mercredi. Cependant, la preuve de l'ACEF de l'Outaouais va être présentée suite à la présentation de la preuve du Panel 2 puisqu'elle porte principalement sur le risque de crédit. Donc, je voulais... je voulais juste m'assurer qu'on avait bien la même modification. Merci.

LE PRÉSIDENT :

C'est la principale modification entre les deux calendriers.

Me STÉPHANIE LUSSIER :

Merci.

R-3842-2013
24 octobre 2013

PANEL 1 - HQT
Contre-interrogatoire
Me Éric David
- 202 -

LE PRÉSIDENT :

Merci. Demain matin neuf heures (9 h 00).

AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

SERMENT D'OFFICE :

Je soussigné, Claude Morin, sténographe officiel, certifie sous mon serment d'office, que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des notes recueillies par moi au moyen du sténomasque, le tout conformément à la Loi.

ET J'AI SIGNE:

Sténographe officiel. 200569-7